



**RAPPORT ANNUEL 2010
DE LA COMMISSION
NATIONALE
POUR LA MICROFINANCE**

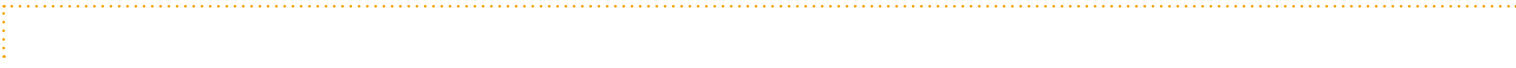
**Version
Française**

P 3 - 59

**2010 ANNUAL REPORT
OF THE NATIONAL BOARD
FOR MICROFINANCE**

**English
Version**

P 60 -116





**RAPPORT ANNUEL 2010
DE LA COMMISSION
NATIONALE
POUR LA MICROFINANCE**



**Version
Française**



Rapport 2010



2010 Rapport

TABLE DES MATIÈRES

MOT DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES	7
MOT DU PRÉSIDENT DE LA CNM	9
INTRODUCTION	11
I. LA CÔTE D'IVOIRE EN BREF	12
I.1. SITUATION GÉOGRAPHIQUE.....	12
I.2. SITUATION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE	12
I.3. DÉMOGRAPHIE	12
I.4. PRODUCTION NATIONALE ET SECTEURS D'ACTIVITÉS	13
I.5. INFRASTRUCTURES ÉCONOMIQUES	15
I.6. SYSTÈME FINANCIER.....	15
I.7. NIVEAU DE VIE.....	16
II. CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE	16
II.1. CADRE JURIDIQUE.....	16
II.2. CADRE INSTITUTIONNEL.....	20
III. SUPERVISION DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE	23
III.1. ACTIVITÉS DE CONTRÔLE	23
III.2. ACTIVITÉS DE LA CNM.....	25
IV. SITUATION GÉNÉRALE DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE	31
IV.1. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE DE SFD	31
IV.2. RÉPARTITION DES SFD SUR LE TERRITOIRE NATIONAL.....	32
IV.3. POPULATION TOUCHÉE PAR LE SECTEUR	33
IV.4. ÉPARGNE MOBILISÉE	34
IV.5. ACTIVITÉS DE CRÉDIT	35
V. DÉVELOPPEMENT ET IMPACT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA MICROFINANCE	37
V.1. INSTRUMENTS DE GESTION DES SFD	37
V.2. OFFRE DE SERVICES.....	37
V.3. PROFIL DE LA CLIENTÈLE	38
V.4. ENVIRONNEMENT MESO.....	38
V.5. IMPACT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU SECTEUR.....	40
V.6. PERSPECTIVES DU SECTEUR.....	41
VI. ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES SFD	43
VI.1. RESSOURCES.....	43
VI.2. EMPLOIS.....	45
VI.3. ÉQUILIBRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	46
VI.4. PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION.....	47
VI.5. PERFORMANCE FINANCIÈRE DES SFD	48
VI.6. OBSERVATION DES RATIOS PRUDENTIELS	49

Rapport 2010

CONCLUSION	51
ANNEXES : COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 2010 DU SECTEUR	52
ACTIF DU BILAN	53
PASSIF DU BILAN	55
COMPTES DE CHARGES.....	57
COMPTES DE PRODUITS	58
COMPTES D'EXPLOITATION SYNTHÉTIQUES	59

2010 Rapport

MOT DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Créée depuis février 2002 dans un contexte de fragilité du secteur, la Commission Nationale pour la Microfinance a été mise en place par l'État en vue d'une régulation et d'une surveillance appropriée du secteur de la Microfinance.

Le renforcement de la surveillance du secteur répond à la préoccupation de l'État d'assurer la protection des épargnants et de pérenniser l'offre de services financiers aux populations à faibles revenus afin de réduire la pauvreté. L'atteinte de cet objectif exige la viabilité des systèmes financiers décentralisés.

À cet effet, l'encadrement et les mesures d'assainissement prises à la suite des contrôles réalisés, notamment la suspension des dirigeants de SFD mis en cause dans la mauvaise gestion de leurs structures, ont achevé de convaincre les opérateurs du secteur.

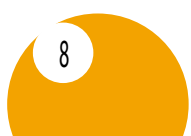
En effet, la mobilisation de l'épargne publique, nécessaire pour assurer les conditions d'un financement adéquat de l'économie à partir des ressources internes, mérite d'être étroitement surveillée surtout lorsqu'elle est menée par les acteurs dont le professionnalisme n'est pas toujours avéré.

Les actions de la Commission Nationale pour la Microfinance visent à améliorer l'environnement du secteur, toute chose qui permettra de renforcer la confiance de la population et de l'ensemble des partenaires techniques et financiers en la microfinance en Côte d'Ivoire.

La détermination de la CNM à assainir et à consolider le secteur a été réaffirmé lors de son séminaire bilan tenu en juin 2010. J'invite donc cette instance à poursuivre cet effort qui débouchera, certainement, sur la construction d'un véritable secteur financier inclusif dans notre pays.



Rapport 2010



2010 Rapport

**MOT DU PRÉSIDENT
DE LA COMMISSION NATIONALE
POUR LA MICROFINANCE**

Depuis quelques années, le Ministère de l'Économie et des Finances, département en charge de la supervision du secteur de la Microfinance s'est inscrit, par le canal de la CNM, dans un processus d'assainissement et de consolidation du secteur.

Dans ce cadre, l'année 2010 a été marquée par de nombreuses actions, notamment l'adoption par la Commission Nationale pour la Microfinance (CNM) d'un plan d'assainissement d'urgence visant à extirper du secteur l'ensemble des SFD non viables et à redresser les principales structures en difficulté.

La mise en application de ce plan a nécessité l'intensification des activités de la CNM qui ont abouti, entre autres, à la fermeture des caisses illicites, à l'audition des dirigeants de SFD pour des dysfonctionnements relevés dans leur gestion et à la mise sous surveillance rapprochée de certaines institutions en difficulté.

Le renforcement de cette surveillance a eu pour conséquence l'amélioration des outils de gestion tels que :

- l'acquisition de systèmes d'information et de gestion (SIG) adaptés à l'activité de microfinance par plusieurs SFD ;
- l'élaboration de procédures administratives, comptables et financières ;
- le développement d'une gamme variée de produits autres que l'épargne et le crédit ;
- la pénétration de la microfinance dans la quasi-totalité des couches socio-professionnelles ;



Rapport 2010

- la signature de partenariats avec divers opérateurs de prestation de service.

Toutefois, des efforts restent encore à faire par les SFD au niveau de la gouvernance et de la maîtrise de l'activité de crédit, le cœur du métier.

À cet effet, la tutelle envisage, à la lumière des résolutions du séminaire bilan de la CNM tenu en juin 2010 et celles du séminaire de la réforme du secteur financier organisé en septembre de la même année, l'adoption de la nouvelle réglementation du secteur de la microfinance et l'actualisation de la Stratégie Nationale de la Microfinance, initialement adoptée par le Gouvernement en octobre 2008.

Ces actions devraient contribuer à permettre aux SFD de bénéficier d'appuis financiers auprès des partenaires techniques et financiers en vue de la relance de leurs activités.

Au vu des perspectives ci-dessus indiquées, il convient d'espérer d'un secteur de la microfinance viable, pérenne et totalement intégré au secteur financier global dans les prochaines années, comme l'illustre le présent rapport annuel de la Commission Nationale pour la Microfinance.

Bonne lecture à toutes et à tous !

2010 Rapport

INTRODUCTION

Après la mise en place du cadre légal et réglementaire en 1996, l'État a adopté une politique d'encouragement à la création des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD), caractérisée par l'application souple de la loi. Si cette politique a favorisé l'expansion rapide des SFD sur le territoire national, très vite des difficultés majeures vont apparaître dans le secteur. Il s'agit des difficultés de gestion dues principalement au manque de professionnalisme des acteurs, à leur méconnaissance des techniques qu'exige l'activité de microfinance et à de graves problèmes de gouvernance. Ces dysfonctionnements ont entraîné, au niveau financier, la dégradation massive du portefeuille de crédit et un amenuisement des fonds propres.

C'est dans ce contexte peu reluisant qu'il sera créé dès 2002, la Commission Nationale pour la Microfinance (CNM) afin de renforcer la surveillance du secteur. Cette instance, composée d'un collège de hauts fonctionnaires des Ministères chargés des Finances, du Plan et du Développement, et de la Banque Centrale, est chargée d'examiner toutes les questions se rapportant à la microfinance en Côte d'Ivoire.

Le présent rapport décrit les activités de supervision entreprises par cette commission et son service technique au titre de l'année 2010. Il décrit également l'évolution des activités des SFD et fait une analyse de la situation financière du secteur.

Mais avant, le rapport présente de manière succincte la situation politique, administrative, économique et sociale de la Côte d'Ivoire afin de permettre aux lecteurs d'apprécier globalement l'environnement dans lequel évolue le secteur de la microfinance.

Rapport 2010

I. LA CÔTE D'IVOIRE EN BREF

I.1. SITUATION GÉOGRAPHIQUE

Pays de l'Afrique de l'ouest, la Côte d'Ivoire s'étend sur une superficie de 322 462 km². Elle s'ouvre sur l'océan atlantique et fait frontière avec le Libéria et la Guinée à l'ouest, le Mali et le Burkina Faso au nord et le Ghana à l'est.

I.2. SITUATION POLITIQUE ET ADMINISTRATIVE

République laïque à régime présidentiel, la Côte d'Ivoire a adopté sa première constitution le 30 novembre 1960. Suite au coup d'état militaire opéré en décembre 1999, la Côte d'Ivoire a adopté par référendum une nouvelle constitution le 1^{er} août 2000 qui consacre la deuxième République.

L'organisation administrative ivoirienne a connu plusieurs modifications depuis son indépendance. Au 31 décembre 2010, le pays est subdivisé en 19 régions, deux (02) districts autonomes (Abidjan et Yamoussoukro), 81 départements, 390 sous-préfectures, plus de 1000 communes et plus de 8000 villages. Abidjan est la capitale économique et Yamoussoukro la capitale politique et administrative.

La Côte d'Ivoire a connu une crise militaro-politique à partir de septembre 2002 qui a provoqué la partition du pays en deux (2). L'accord politique de Ouagadougou conclu en 2007, entre les deux ex-belligérants, le Gouvernement Ivoirien et les Forces Nouvelles, a permis de rétablir progressivement la situation sociopolitique et favoriser la réunification du pays.

I.3. DÉMOGRAPHIE

Avec une population estimée à 21 058 798 habitants en 2010, la Côte d'Ivoire est le 3^{ème} pays le plus peuplé en Afrique occidentale après le Nigéria et le Ghana. Cette population s'est accrue à un taux de croissance moyen de 3,6% de 1960 à 2010. Le taux brut de mortalité s'élève à 10,43% tandis que l'espérance de vie à la naissance s'établit à 56,19%.

La population ivoirienne est très jeune avec une moyenne d'âge estimée à 19,4 ans. 40,6% de la population est comprise entre 0 et 14 ans et 56,6% entre 15 et 64 ans. Ces indicateurs montrent que la démographie ivoirienne est l'une des plus dynamiques de l'Afrique de l'Ouest.

2010 Rapport

L'accroissement élevé de la population résulte aussi de la politique migratoire initiée depuis l'indépendance par les autorités ivoiriennes pour promouvoir le développement économique. Cette politique a favorisé l'arrivée importante d'étrangers en provenance, pour la majorité, des pays limitrophes. Les non nationaux représentent environ 26% de la population ivoirienne.

Parmi les villes les plus importantes de la Côte d'Ivoire figure en bonne place Abidjan, capitale économique qui abrite 3,9 millions d'habitants. Située au centre du pays, Bouaké est la deuxième grande ville avec environ 642 000 habitants en 2009. La capitale politique et administrative, Yamoussoukro, en est la troisième ville. Devenue la capitale politique du pays depuis 1983, cette ville a vu sa population triplée ces dernières années, pour atteindre pratiquement 300 000 habitants en 2010. Les autres villes importantes sont Daloa (173 107 habitants), Korhogo (142 039 habitants), Man (116 657 habitants) et Gagnoa (107 124 habitants).

1.4. PRODUCTION NATIONALE ET SECTEURS D'ACTIVITÉS

En 2010, la croissance économique ivoirienne a été freinée par le délestage électrique, la baisse de la production du pétrole et la crise postélectorale.

Cette crise a provoqué une chute de la croissance de 1,4% du Produit Intérieur Brut (PIB). Ainsi, l'année 2010 a enregistré un taux de croissance de 2,4% contre 3,8% en



Rapport 2010

2009.

Le secteur primaire a connu une croissance de 0,5% en 2010 contre 6,4% en 2009, imputable à la baisse des activités agricoles d'exportation et d'extraction minière. En effet, l'agriculture d'exportation (cacao, café, palmier à huile, sucre, coton, banane et ananas) est passée d'une croissance de 16% en 2009 à 0,2% en 2010. L'extraction minière a également diminué de 17,6% en raison des tensions récurrentes sur les sites d'exploitation entre les exploitants et les populations.

Le secteur secondaire a connu une croissance de 4,7% contre -1,5% en 2009, soit un gain de 6,2% porté par le dynamisme de l'agroalimentaire, du bâtiment et des travaux publics (BTP). Le BTP est reparti à la hausse, entraîné par les grands travaux d'investissement (réhabilitation de l'Hôtel Ivoire, construction de l'autoroute du nord) et la mise en œuvre des actions du Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP) liées aux infrastructures et aux bâtiments dans les secteurs sociaux.

Le secteur tertiaire a enregistré un taux de croissance de 2,7% contre 5% en 2009, soit une perte de 2,3%. En effet, il est observé un ralentissement du rythme de croissance dans le transport, en raison de la régression du trafic maritime. Cette régression s'explique par le repli des exportations suite à la réduction des ventes de cacao, de pétrole brut et des produits pétroliers (-14,7%). Ce secteur, constitué essentiellement de services, contribue au PIB de la Côte d'Ivoire pour près de 50%.



2010 Rapport

Par ailleurs, le PIB a été soutenu par la consommation finale qui s'est accrue de 4,9% en 2010, contre 0,5% en 2009, soit un bond de 5,4% pour deux raisons majeures : la revalorisation des salaires de certains fonctionnaires et la hausse du revenu des producteurs à travers la bonne tenue des cours des produits de base, notamment le café, le cacao et le caoutchouc.

Le niveau des investissements a enregistré une croissance estimée à 4,9% en 2010, contre 5,6% en 2009, soit un repli de 0,7%. Les investissements (publics et privés) ont été surtout influencés par des constructions et des activités immobilières privées, des grands travaux publics notamment la réhabilitation de l'Hôtel Ivoire et le prolongement de l'autoroute du nord. Mais, la hausse des prix des matériaux de construction a impacté négativement l'évolution de ce secteur d'activité. Toutefois, les investissements sont intervenus à hauteur de 8,5% du PIB en 2010.

I.5. INFRASTRUCTURES ÉCONOMIQUES

En matière d'infrastructures, les dotations de la Côte d'Ivoire sont relativement plus développées que celles des autres pays de l'Afrique de l'ouest, malgré la situation de crise qui en a empêché l'entretien régulier ou l'extension. En effet, le pays compte 82 010 km de routes dont environ 6 500 km bitumées et 75 000 km en terre. De plus, la Côte d'Ivoire dispose d'une voie ferrée longue de 660 km qui la relie au Burkina Faso.

En ce qui concerne les trafics aériens et portuaires, la Côte d'Ivoire dispose de 36 aéroports dont 7 de pistes bitumées et 29 de pistes non bitumées, et de 2 ports autonomes. Par ailleurs, les cours d'eau qui traversent le pays permettent d'avoir 980 km de voies navigables.

En dépit de la crise ivoirienne, les pays voisins de la Côte d'Ivoire (Burkina Faso, Mali, Niger, et Guinée) n'ont pas cessé de dépendre fortement de ces infrastructures de transport pour leurs importations et exportations ainsi que pour le transfert de leurs nationaux émigrés en Côte d'Ivoire.

I.6. SYSTÈME FINANCIER

Le secteur financier ivoirien, composé essentiellement de banques et de sociétés d'assurances, demeure le plus dynamique et le plus important de l'UMOA malgré la crise militaro-politique de 2002.

Pour rappel, en 2008, la Côte d'Ivoire détenait 29,2% des emplois totaux de l'Union sous l'impulsion des concours à la clientèle des banques de grande taille qui mobilisent 80,5% et 28,7% des ressources de l'UMOA. Par ailleurs, 22,7% de la trésorerie dégagée par l'Union provenait de la Côte d'Ivoire.

Rapport 2010

Au titre de l'année 2010, la Côte d'Ivoire compte vingt et une (21) banques et un (1) établissement financier spécialisé dans le crédit-bail et le leasing. Huit (8) grandes banques détiennent au moins 83% de part de marché. Le système a donc un caractère oligopolistique. Jusqu'à fin juin 2010, le secteur bancaire a enregistré un excédent de trésorerie de 166,1 milliards FCFA en hausse par rapport à la situation à fin juin 2009. Le marché ivoirien des assurances demeure le principal marché de la zone CIMA (Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurance), une organisation qui regroupe quinze (15) États africains francophones et lusophones.

Ce secteur compte trente deux (32) sociétés d'assurance vie et non vie ou IARD (Incendie, Accident, Risques Divers) et enregistre, en 2010, un chiffre d'affaires de plus de cent quatre vingt-douze (192) milliards de francs CFA. Ce montant est en nette augmentation par rapport à 2009 où un chiffre d'affaires de cent soixante douze (172) milliards de francs CFA a été atteint. Les produits de la branche IARD sont les plus commercialisés et représentent plus de 60 % du chiffre d'affaires global contre près de 40 % pour la branche vie.

I.7. NIVEAU DE VIE

Le niveau de vie de la population n'a cessé de se dégrader depuis 2002. Selon l'enquête sur le niveau de vie réalisée en octobre 2008 par l'Institut National de la Statistique (INS), près de la moitié de la population pour l'année 2010, l'indice de développement humain (IDH) de la Côte d'Ivoire s'établit à 0,397, ce qui la situe au 157^{ème} rang mondial sur un total de cent soixante neuf (169) pays.

II. CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE

II.1. CADRE JURIDIQUE

II.1.1. Textes régissant le secteur

Le cadre légal et réglementaire applicable aux Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) est constitué de plusieurs textes nationaux et supranationaux.

Au titre des textes nationaux :

- la loi n°96-562 du 22 juillet 1996 portant réglementation des Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Épargne et de Crédit (IMEC) qui définit les institutions cibles, le champ d'application, l'organisation et le fonctionnement des IMEC, et trace dans le même temps le cadre de la surveillance, du contrôle, des infractions et des sanctions conséquentes. Elle s'applique aussi aux unions, fédérations ou aux

2010 Rapport

confédérations;

- le décret d'application n°97-37 du 22 janvier 1997 portant application de la loi susvisée, qui précise la procédure de constitution des IMEC et définit les conditions d'exercice et les normes de gestion de l'activité de microfinance ;
- les arrêtés pris par le Ministre de l'Économie et des Finances en vue de corriger certains dysfonctionnements constatés dans le secteur. Il s'agit notamment de :
- l'arrêté n°184/MEF/DGTCP/DM du 11 juillet 2007 portant adhésion obligatoire des institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit et des structures conventionnées à l'AISFD-CI et instituant des cotisations à cette association ;
 - l'arrêté n°190/MEF/DGTCP/DM du 11 juillet 2007 portant obligation pour les institutions non mutualistes de soumettre les décisions d'octroi de crédits aux dirigeants et aux salariés à l'avis conforme du Conseil d'Administration ;
 - l'arrêté n°191/MEF/DGTCP/DM du 11 juillet 2007 portant indexation sur les fonds propres des crédits accordés aux dirigeants des SFD;
 - l'arrêté n°192/MEF/DGTCP/DM du 11 juillet 2007 portant limitation des mandats des dirigeants des coopératives ou mutuelles d'épargne et de crédit.

Au titre des textes supranationaux, il existe :

- les dispositions du code de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) créé en 1993 et ratifié par la Côte d'Ivoire en 1995. Ce code définit le cadre juridique général des affaires auquel toute entreprise ou institution privée est tenue de se conformer. À ce titre, il s'impose aux SFD, notamment ceux constitués sous la forme non mutualiste et ayant la nature de société, d'association ou d'ONG;
- les dispositions de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés coopératives. Ce texte adopté le 15 décembre 2010 à Lomé au Togo, devrait entrer en vigueur au cours de l'année 2011 et s'appliquer à toutes les sociétés coopératives relativement à leur constitution ;
- la convention-cadre adoptée le 03 juillet 1996 par le Conseil des Ministres de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA) qui fixe les conditions d'exercice et les modalités de reconnaissance des structures ou organisations non constituées sous forme mutualiste ou coopérative et ayant pour objet la collecte de l'épargne

Rapport 2010

et/ou l'octroi du crédit. Cette convention détermine également les règles de leur fonctionnement et les modalités de leur contrôle ;

- la nouvelle loi régissant le secteur de la microfinance adoptée par le Conseil des Ministres de l'UMOA en avril 2007 (cette loi a été adoptée en Côte d'Ivoire le 03 novembre 2011, date à partir de laquelle elle est entrée en vigueur dans le pays) ;
- les instructions de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) précisent certaines modalités d'exercice de l'activité de microfinance :
 - l'instruction n°004-06-2010 relative au retrait de la reconnaissance des groupements d'épargne et de crédit en activité dans les états membres de l'UMOA ;
 - l'instruction n°005-06-2010 déterminant les éléments constitutifs du dossier de demande d'agrément des SFD dans les États membres de l'UMOA ;
 - l'instruction n°006-06-2010 relative au Commissariat aux Comptes au sein des Systèmes Financiers Décentralisés des États membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) ;
 - l'instruction n°007-06-2010 relative aux modalités de contrôle et de sanction des SFD par la BCEAO et la Commission Bancaire de l'UMOA ;
 - l'instruction n°010-08-2010 relative aux règles prudentielles applicables aux Systèmes Financiers Décentralisés ;
 - l'instruction n°016-12-2010 relative au financement des immobilisations et des participations par les Systèmes Financiers Décentralisés ;
 - l'instruction n°017-12-2010 relative à l'organisation du contrôle interne au sein des Systèmes Financiers Décentralisés ;
 - instruction n°018-12-2010 relative à l'obligation pour les Systèmes Financiers Décentralisés de produire un rapport annuel ;
 - l'instruction n° 019-12-2010 relative à la mise en place d'un fonds de sécurité ou de solidarité au sein des réseaux d'institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit ;
 - l'instruction n° 20-12-2010 relative aux données périodiques à transmettre par les Systèmes Financiers Décentralisés au Ministre chargé des Finances,

2010 Rapport

à la Banque Centrale et à la Commission Bancaire de l'UMOA, et les annexes sur les données périodiques à transmettre.

II.1.2. Formes juridiques des SFD

Le dispositif juridique régissant le secteur de la microfinance en Côte d'Ivoire définit deux formes juridiques d'institutions, à savoir les institutions coopératives ou mutualistes et les institutions non mutualistes.

a - Institutions coopératives ou mutualistes

Ces formes regroupent les Coopératives d'Épargne et de Crédit ainsi que les Mutuelles d'Épargne et de Crédit (IMEC). Elles constituent la forme juridique la plus répandue dans le secteur. En 2010, 75 IMEC disposent d'un agrément délivré par le Ministre de l'Économie et des Finances (MEF). Cette prédominance vient du fait que, jusqu'à une époque récente, tous les promoteurs de microfinance en Côte d'Ivoire ont sollicité cette forme d'autorisation.

Les SFD de forme coopérative ou mutualiste peuvent s'organiser en réseau de plusieurs niveaux : caisses de base, unions, fédérations et confédérations. Mais, il n'existe sur le territoire que des caisses de base et des unions.

Les caisses de base sont des institutions constituées de personnes physiques ou morales obéissant aux règles d'action prévues à l'article 11 de la loi 96-562 du 22 juillet 1996 portant réglementation des Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Épargne et de Crédit. On dénombre au 31 décembre 2010 un total de 207 coopératives de base dont 67 coopératives unitaires et 140 caisses affiliées à une union.

Les unions constituent le regroupement d'au moins deux (2) caisses de base dûment agréées. Au 31 décembre 2010, la Côte d'Ivoire compte sept (7) unions. Ce sont : l'UNACOOPEC-CI, le RCMEC, le RCFCC, le RCMAF-MUTAS, le RFLEC, le REMUCI et le RCICA.

Ces regroupements ont pour vocation principale de protéger et de gérer les intérêts de leurs membres. Cela se traduit par la gestion des excédents de trésorerie, la mise en place de services administratifs communs, la surveillance, le contrôle de la gestion des caisses affiliées et la formation du personnel et des dirigeants des caisses de l'union.

b - Institutions non mutualistes

Les structures n'étant pas constituées sous forme coopérative peuvent signer une convention avec le MEF en vue de l'exercice de l'activité de microfinance. Au regard de la convention cadre, ces structures peuvent prendre diverses formes : société anonyme (SA), société à responsabilité limitée (SARL), organisation non gouvernementale (ONG), projet, etc. Mais à ce jour, le MEF n'a autorisé que des sociétés anonymes.

S'il est vrai que les formes non mutualistes sont les moins nombreuses, on observe de plus en plus un intérêt des opérateurs économiques pour cette forme d'institution. Ainsi, d'une structure en 2005, le marché compte au 31 décembre 2010, dix (10) sociétés anonymes exerçant l'activité de microfinance.

II.2. CADRE INSTITUTIONNEL

L'organisation institutionnelle au service du secteur de la microfinance en Côte d'Ivoire comprend les structures du Ministère chargé des Finances, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et l'Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés de Côte d'Ivoire (APSFD-CI).

II.2.1. Ministère de l'Économie et des Finances

Le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) est le Ministère de tutelle du secteur de la microfinance. Il définit le cadre réglementaire régissant le secteur et effectue régulièrement des contrôles dans les institutions de microfinance en vue de s'assurer du respect de la réglementation et des principes de la bonne gouvernance par les opérateurs du secteur. Deux institutions au sein du MEF lui permettent d'exercer ses attributions : la Direction de la Microfinance et la Commission Nationale pour la Microfinance.

a - Direction de la Microfinance

La Direction de la Microfinance (DM) a été créée par décret n° 2006-118 du 07 juin 2006 portant organisation du Ministère Délégué auprès du Premier Ministre Chargé de l'Économie et des Finances. Cette direction est chargée :

- de la promotion des institutions de Microfinance ;
- de l'instruction des dossiers de demande d'autorisation d'exercer en qualité d'institution de microfinance ;
- de l'instruction des dossiers de fusion, de scission et de retrait d'agrément d'institution de microfinance ;

2010 Rapport

- de l'instruction des demandes d'autorisation de financer des activités autres que la collecte de l'épargne et la distribution du crédit ;
- des contrôles nécessaires à la garantie de la bonne gestion des institutions de microfinance.

Par ailleurs, la DM assure le secrétariat de la Commission Nationale pour la Microfinance (CNM). A ce titre, elle est chargée d'élaborer tous les documents devant être soumis à l'examen de la CNM et d'exécuter toutes les décisions qui y sont prises. La DM est un service déconcentré de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique.

b - Commission Nationale pour la Microfinance

La Commission Nationale pour la Microfinance (CNM) a été créée par arrêté N°241/MEMEF/DGTCP/CE du 8 août 2002, dans un contexte de renforcement de la surveillance. Cet arrêté a été ensuite modifié à plusieurs reprises.

Selon le dernier arrêté modificatif n°439/MEMEF/DIF-CE du 10 Novembre 2005, la CNM est chargée :

- de l'examen de tous rapports ou études relatifs à la gestion des institutions de microfinance ;
- de l'audition des dirigeants des SFD dans tous les cas se rapportant à leur situation financière ;
- du suivi de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de développement du secteur ;
- de l'examen des dossiers de demande d'autorisation d'exercer en tant qu'institution de microfinance, en vue de l'émission d'un avis au Ministre chargé des Finances ;
- de la proposition au Ministre chargé des Finances des mesures relatives au renforcement des performances des SFD et à l'assainissement du secteur.

Elle est constituée de quatorze (14) membres, à savoir :

- le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique, Président de la Commission ;

Rapport 2010

- les deux Directeurs Généraux Adjointes du Trésor et de la Comptabilité Publique ;
- le Directeur Général de l'Économie ou son Représentant ;
- le Conseiller Technique chargé de la microfinance au Ministère de l'Économie et des Finances, représentant le Cabinet du Ministre ;
- le Représentant du Ministre chargé du Plan et du Développement ;
- le Directeur National de la BCEAO pour la Côte d'Ivoire, ainsi que deux Représentants de cette institution ;
- le Directeur Général des Impôts ou son Représentant ;
- le Directeur Général du Budget et des Finances ou son Représentant ;
- l'Inspecteur Général des Finances ;
- l'Inspecteur Général du Trésor ;
- le Directeur du Trésor ;
- l'Agent Judiciaire du Trésor.

Le Directeur de la Microfinance est le Secrétaire de la Commission.

La CNM se réunit une fois par mois sur convocation de son Président. Toutefois, elle peut se réunir lorsque la situation du secteur et l'urgence de certains dossiers le requièrent. Elle ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente. Aussi, le quorum doit-il être atteint à l'ouverture de la séance qui se tient au siège de la dite commission. Néanmoins, elle peut se tenir en tout autre lieu choisi par le Président. Les décisions de la CNM sont prises à la majorité des Commissaires présents.

II.2.2. Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)

La BCEAO vient en appui au Ministère chargé des Finances dans l'encadrement et la surveillance du secteur de la microfinance. Elle a en charge l'élaboration et le suivi de la réglementation relative aux SFD dans les pays de l'UMOA.

Dans ce cadre, elle participe à l'instruction des dossiers de demande d'agrément ou de signature de convention-cadre et réalise conjointement avec le Ministère de l'Économie et des Finances des missions de contrôle.

2010 Rapport

II.2.3. Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés de Côte d'Ivoire (APSFDCI)

Il existe un réseau national des SFD dénommé Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés de Côte d'Ivoire (APSFDCI). C'est une structure d'encadrement et de promotion du secteur de la microfinance en Côte d'Ivoire qui regroupe les institutions de microfinance agréées par le Ministère chargé de l'Économie et des Finances. Elle a pour objectif général de servir d'interface entre les institutions de microfinance en Côte d'Ivoire et tous les partenaires (État, bailleurs de fonds) tout en assurant la promotion et le développement du secteur.

III. SUPERVISION DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE

III.1. ACTIVITÉS DE CONTROLE

Les contrôles effectués dans le secteur revêtent plusieurs formes : le contrôle de l'autorisation préalable, les contrôles sur place et les contrôles sur pièces.

III.1.1. Contrôle de l'autorisation préalable

La loi fait obligation aux SFD d'obtenir une autorisation (agrément ou convention) du Ministre de l'Économie et des Finances (MEF) avant d'exercer l'activité de microfinance. En application de cette disposition, la Direction de la Microfinance a procédé, en 2010, à la fermeture de dix (10) structures exerçant l'activité sans autorisation préalable du MEF, ce qui porte à cinquante-sept (57) le nombre cumulé de structures illicites fermées au 31 décembre 2010.

III.1.2. Contrôles sur place

Au cours de l'année 2010, trente (30) institutions de microfinance ont été inspectées sur cinquante-et-une (51) programmées, soit un taux annuel de réalisation de 58,8%. Ce taux est en dessous de celui de 2009, année au cours de laquelle la Direction de la Microfinance a réalisé trente cinq (35) missions sur une prévision de quarante-six (46). Ce faible taux de réalisation s'explique par la suspension des contrôles au dernier trimestre de l'année en raison de l'environnement socio-politique rendu délétère par les élections présidentielles de 2010 (voir liste des SFD contrôlés en annexe).

Ces contrôles ont relevé les constats suivants :

- le fonctionnement des organes en violation des textes internes et des dispositions réglementaires en vigueur ;

Rapport 2010

- la faible implication des organes dans la bonne marche des structures ;
- l'existence de conflits entre élus et salariés, d'une part, et entre les caisses de base et l'institution faîtière, d'autre part ;
- la dégradation de la qualité du portefeuille due à l'absence de rigueur dans l'étude des dossiers de demande de crédit ;
- le montage et le suivi du crédit ;
- l'absence ou la mauvaise tenue des documents comptables dans la plupart des caisses ;
- le non respect de certaines normes de gestion prudentielle édictées par les instructions de la BCEAO.

Il convient toutefois de noter que l'ampleur de ces dysfonctionnements a été nettement réduite. Toute chose qui montre que les différentes recommandations faites à la suite des inspections améliorent la gestion des SFD.

III.1.3. Contrôle sur pièces

a - Contrôle interne des SFD

Conformément aux prescriptions des articles 60 et 65 de la loi n°96-562 du 22 juillet 1996 portant réglementation des Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Épargne et de Crédits, les SFD organisés en réseau doivent transmettre à la tutelle les rapports de contrôles internes effectués dans les caisses de base. Au cours de l'année 2010, quatre-vingt treize (93) rapports de contrôle interne ont été transmis à la Tutelle contre cinquante-huit (58) en 2009, soit une hausse de transmission de 60%.

L'examen de ces rapports de contrôle a mis en évidence plusieurs insuffisances dans le fonctionnement des SFD, notamment :

- le non fonctionnement régulier des organes de l'institution ;
- la faiblesse du taux de recouvrement des créances virées en perte et l'inefficacité des actions de recouvrement ;
- le risque de concentration des dépôts auprès d'une minorité d'épargnants dans certaines structures ;

2010 Rapport

- le non respect de certains ratios prudentiels et de certains indicateurs de performance ;
- le déficit d'exploitation enregistré dans de nombreuses caisses ;
- la dégradation des fonds propres ;
- l'inexistence de plans de formation des élus et des salariés.

Un système de suivi à distance a été mis en place par la Direction de la Microfinance afin de suivre la mise en œuvre des recommandations issues de ces contrôles.

b- Rapports annuels des SFD

La loi portant réglementation des SFD en ses articles 49 et 63 fait obligation à ceux-ci de communiquer les états financiers à la tutelle dans un délai de six (6) mois suivant la clôture de l'exercice.

À ce titre, la Tutelle a réceptionné et validé trente-sept (37) états financiers sur les soixante dix-huit (78) attendus, soit un taux de transmission de 47,4%. L'examen des états financiers réceptionnés a mis en relief les anomalies suivantes :

- la non détermination des ratios ;
- les difficultés de déclassement des crédits en souffrance ;
- le déséquilibre des états financiers ;
- les résultats déficitaires de la quasi-totalité des structures.

Par ailleurs, quarante un (41) SFD, n'ayant pas transmis les états financiers de l'exercice 2009, dans le délai réglementaire fixé au 30 juin 2010, ont été contraints à payer des pénalités conformément à l'article 76 de la loi.

III.2. ACTIVITÉS DE LA CNM

Au cours de l'année 2010, la Commission Nationale pour la Microfinance (CNM) a tenu plusieurs sessions au cours desquelles des décisions importantes ont été prises. Elle a également organisé un séminaire pour faire le bilan de ses activités depuis sa création.

Rapport 2010

III.2.1. Sessions et décisions de la CNM

Onze (11) sessions ont été organisées par la CNM en 2010, contre seulement huit (08) en 2009 et sept (7) en 2008. L'intensification des activités de la CNM est due à la situation de plus en plus préoccupante du secteur et au nombre élevé de dossiers à traiter.

Ces sessions ont porté essentiellement sur l'examen des demandes d'autorisation d'exercice, l'analyse des rapports d'inspection et l'audition des dirigeants des SFD afin de prendre des décisions idoines face aux difficultés du secteur.

a- Instruction des demandes d'autorisation d'exercer

Au regard des dispositions de la loi, l'exercice de l'activité de microfinance est soumis à une autorisation préalable. L'obtention de cette autorisation obéit à une procédure faisant intervenir le MEF et la Banque Centrale.

En 2010, trente (30) dossiers de demande d'autorisation d'exercer ont été réceptionnés et examinés contre cinquante-sept (57) en 2009. Sept (07) ont obtenu un avis favorable de la CNM et vingt (20) ont été rejetés. L'instruction des trois (3) autres dossiers se poursuit.



2010 Rapport

Les SFD dont les dossiers d'agrément ont été validés par la CNM ont obtenu une autorisation du MEF ; ce qui porte à quatre-vingt quatre (84), le nombre de SFD autorisés, au 31 décembre 2010, réparti comme suit :

- soixante-sept (67) institutions mutualistes ;
- sept (07) unions de caisses ;
- dix (10) sociétés anonymes.

b- Audition des dirigeants des SFD

Conformément à l'article 74, alinéa 2 de la loi n°96-562 du 22 juillet 1996 portant réglementation des Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Épargne et de Crédit, la CNM a, au cours de ses sessions, auditionné des dirigeants de quinze (15) institutions contre seulement 7 en 2009.

Ces auditions sont intervenues pour la plupart, à la suite de l'examen des rapports d'inspection qui ont révélé de graves dysfonctionnements dans les SFD. Les dirigeants des SFD auditionnés ont répondu aux préoccupations de la commission qui portent sur :

- la mise en œuvre peu satisfaisante des injonctions de la CNM ;
- le fonctionnement irrégulier des organes ;
- la faiblesse de l'activité de crédit ;
- le non respect des procédures de mise en place des crédits ;
- la faiblesse de la sécurisation des dépôts des membres ;
- la dégradation du portefeuille de crédit et de la situation financière ;
- l'incapacité des structures à faire face à leurs charges d'exploitation et à honorer leurs engagements vis-à-vis des tiers.

c - Sanctions administratives

Après l'examen des rapports d'inspection et l'audition des dirigeants de certains SFD, la CNM a proposé au MEF, selon les dispositions en vigueur, plusieurs sanctions de différentes natures :

Rapport 2010

● *Blâmes et suspension*

Les organes dirigeants de trois caisses de base d'un réseau coopératif ont été suspendus en raison de leur responsabilité dans la mauvaise gestion et les malversations financières constatées dans ces caisses, ainsi que leur incapacité à redresser l'institution et à mettre en œuvre les injonctions de la CNM.

Un blâme a été également adressé aux dirigeants d'un autre réseau pour leur manque d'intérêt dans la gestion, leur faible implication dans la vie associative du réseau, la non mise en œuvre des injonctions de la CNM, et surtout pour n'avoir pas répondu présents à plusieurs convocations de la CNM pour être auditionnés.

● *Surveillance rapprochée*

Au cours de l'exercice 2010, quatre (4) nouveaux SFD ont été placés sous surveillance rapprochée en raison de leur situation financière préoccupante afin de permettre leur redressement dans un court délai.

Par ailleurs, la CNM a décidé de la levée de la surveillance rapprochée d'un réseau après avoir constaté l'exécution satisfaisante de l'ensemble des injonctions mises à la charge de cette institution.

Ainsi, le nombre d'IMF sous surveillance rapprochée est passé de vingt (20) en 2009 à vingt-trois (23) en 2010.

● *Administration provisoire*

Au cours de l'année 2010, aucune structure n'a été mise sous administration provisoire. Ainsi, le RCMEC et le Réseau CFCC demeurent les seules structures sous administration provisoire, mesure prise depuis le 05 août 2008.

● *Retrait d'autorisation d'exercer*

Aucune nouvelle structure n'a fait l'objet de retrait d'agrément au cours de l'année 2010. Le nombre de retraits d'agrément prononcé reste inchangé depuis fin 2009 à 32.

2010 Rapport

III.2.2. Séminaire bilan de la CNM

Un séminaire de la CNM a été organisé les 02 et 03 juin 2010 sur le thème: «La CNM face aux enjeux du secteur de la microfinance : Bilan et Perspectives ». L'objectif de cette rencontre était de faire le bilan de la surveillance des SFD par la CNM, afin d'en dégager des stratégies pour une intervention efficiente dans le secteur de la microfinance. À l'issue des échanges, plusieurs résolutions ont été prises.

Sur le plan institutionnel, il a été décidé de :

- réviser l'arrêté portant création de la CNM en vue de lui permettre d'assurer une mise en œuvre adéquate des décisions du Ministre de l'Économie et des Finances ;
- mettre en place un fonds de la microfinance.

Sur le plan opérationnel, les résolutions suivantes ont été prises :

- établir une liste de personnes habilitées à assurer la fonction d'Administrateur Provisoire et de liquidateur ainsi qu'une tarification des honoraires y afférents ;
- renforcer les capacités, les moyens budgétaires et humains de la CNM ;
- développer la collaboration de la CNM avec la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF), le Groupe Intergouvernemental



Rapport 2010

d'Actions contre le Blanchiment d'Argent et le Financement du Terrorisme (GIABA) et toutes autres structures susceptibles de fournir des informations utiles à la CNM ;

- mettre en place un dispositif de veille et d'anticipation comprenant, notamment, une cartographie des risques encourus par les institutions de microfinance et des indicateurs d'alerte en vue d'accélérer les interventions de la CNM ;
- appliquer de façon effective les dispositions légales de droit commun relatives à la saisine du Procureur de la République en matière de responsabilité pénale des dirigeants des SFD ;
- appliquer les mesures prévues par les textes juridiques en vigueur à l'encontre des dirigeants, dans le cadre des procédures de liquidation des SFD ;
- améliorer le mécanisme de suivi et de contrôle des SFD et moderniser les méthodes de contrôle, de collecte et de traitement des informations, notamment par un mécanisme d'automatisation.

Sur le plan juridique, le séminaire a lancé un appel aux autorités en vue de l'adoption diligente du nouveau cadre juridique applicable aux SFD et de sa large diffusion.

III.2.3. Point des activités de la CNM

Le point des activités de la CNM depuis sa création en 2002 est dressé dans le tableau ci-après :

Tableau 1 : Point des activités de la CNM

Année	Nombre de sessions organisées	Nombre de rapports examinés	Nombre de structures auditionnées	Structures mises sous surveillance rapprochée (SR)	Structure mise sous Administration provisoire (AP)
2002	1	-	-	-	-
2003	6	6	3	-	-
2004	8	7	3	2	-
2005	10	19	7	6	3
2006	13	14	4	11	-
2007	11	6	-	-	-
2008	7	10	7	4	3
2009	8	10	7	2	-
2010	11	9	15	4	-
Total	75	81	46	29	6

Source : MEF/DGTCP/DM

2010 Rapport

IV. SITUATION GÉNÉRALE DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE

IV.1. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE DE SFD

Le secteur de la microfinance compte plusieurs types de structures autorisées : les structures coopératives unitaires, les structures coopératives affiliées à un réseau, les unions, et les sociétés anonymes.

En considérant une union et l'ensemble de ses caisses affiliées comme une entité, une coopérative unitaire comme une entité et une société anonyme comme une entité, il existe au total quatre-vingt quatre (84) institutions autorisées au 31 décembre 2010. Le tableau 2 présente l'évolution et la répartition des SFD.

Tableau 2 : Évolution du nombre de SFD

Années		2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Coopératives unitaires	(1)	38	45	64	66	83	88	86	66	67
Coopératives affiliées à un réseau	(2)	104	104	114	125	133	133	133	133	140
Caisses de base agréées	(3)=(1)+(2)	142	149	178	191	216	221	219	199	207
Unions	(4)	3	4	4	7	7	7	7	6	7
IMF agréées	(5)=(1)+(4)	41	49	68	73	90	95	93	72	74
Sociétés anonymes	(6)	0	0	0	1	2	2	6	6	10
Institutions de base autorisées	(3)+(6)	142	149	178	192	218	223	225	205	217
IMF autorisées	(5)+(6)	41	49	68	74	92	97	99	78	84
Nombre d'autorisations retirées		0	0	0	0	0	0	6	32	32

Source : MEF/DGTCP/DM

IV.1.1. Coopératives unitaires

On dénombre soixante-sept (67) coopératives unitaires en 2010, chiffre en hausse d'une unité par rapport à 2009. Toutefois, le nombre de coopératives unitaires a connu une baisse en 2008 et surtout en 2009 compte tenu des retraits d'agrément opérés par la tutelle dans le cadre de sa politique d'assainissement.

IV.1.2. Coopératives affiliées et unions

En 2010, il existe cent quarante (140) caisses de base affiliées à des unions contre cent trente-trois (133) sur la période 2006-2009. Cette augmentation est due à l'attribution le 29 juillet 2010 d'agrèments au REMUCI (réseau des MUCREFAB de Côte d'Ivoire) et à sept (7) caisses de base de cette union.

Ces caisses de base sont affiliées à sept (7) différentes unions que sont : l'UNACOOPEC-CI, le RCMEC, la MUTAS-RCEMAF, le RCFCC, le Réseau FLEC, le Réseau CICA et le REMUCI.

IV.1.3. Sociétés anonymes

Avec la signature de quatre (4) nouvelles conventions, le nombre de sociétés anonymes exerçant l'activité de microfinance a nettement augmenté en 2010 en atteignant 10 contre 6 en 2009.

Cette évolution traduit la préférence des promoteurs, depuis quelques années, pour cette forme juridique qui ne suscitait pas beaucoup d'engouement au lendemain de la mise en place du cadre réglementaire.

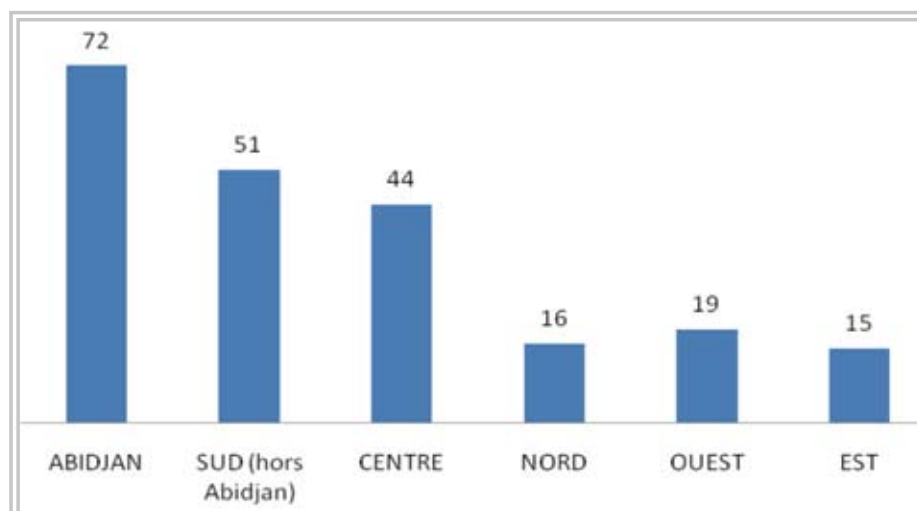
La forme société intéresse dorénavant les opérateurs économiques, notamment les groupes d'entreprises étrangères qui ont obtenu l'autorisation pour deux sociétés de microfinance en Côte d'Ivoire : Microcred-CI SA, appartenant au groupe Planet Finance, et Advans-CI SA.

IV.2. RÉPARTITION DES SFD SUR LE TERRITOIRE NATIONAL

L'ensemble des quatre-vingt quatre (84) structures autorisées cumulent un total de deux cent vingt-sept (217) structures de base réparties sur le territoire national au 31 décembre 2010 comme l'indique la figure 1.

Il y ressort que la microfinance est essentiellement concentrée au sud du pays avec cent vingt-trois (123) structures dont soixante douze (72) pour la ville d'Abidjan, ce qui représente 57% des SFD exerçant sur le territoire. On note une représentation moyenne dans le centre du pays avec 44 structures, soit un taux de représentation de 20%. Dans les régions nord, est et ouest, la représentation est assez faible avec respectivement seize (16), dix-neuf (19) et quinze (15) structures, soit un taux de représentation de moins de 10% par région. Cette faible représentation pourrait s'expliquer par l'occupation de ces zones par des groupes armés, qui n'a pas favorisé l'implantation de nouveaux SFD depuis 2002.

2010 Rapport

Figure 1 : Répartition du nombre de SFD par région

Source : MEF/DGTCP/DM

IV.3. POPULATION TOUCHÉE PAR LE SECTEUR

Depuis près d'une décennie, le nombre de personnes bénéficiant directement des services de microfinance connaît une progression régulière en atteignant plus d'un million depuis 2009. En 2010, le nombre de bénéficiaires s'élève à 1 025 212. Cependant, le rythme d'adhésion de nouveaux bénéficiaires a nettement diminué au cours des dernières années. 15 392 nouveaux adhérents ont été enregistrés en 2010, contre 51 775 en 2009 et 163 486 en 2008 (voir tableau 3).

Tableau 3 : Répartition du nombre d'adhérents des SFD

Indicateurs	2008		2009		2010	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Hommes	619 928	64,7%	647 875	64,2%	681 318	66,5%
Femmes	293 031	30,6%	305 346	30,2%	285 285	27,8%
Personnes morales et autres	45 087	4,7%	56 600	5,6%	58 609	5,7%
Total bénéficiaires	958 046	100,0%	1 009 821	100,0%	1 025 212	100,0%
Nouveaux bénéficiaires	163 486		51 775		15 391	

Source : MEF/DGTCP/DM

Au 31 décembre 2010, la clientèle est composée de 66,5% d'hommes, de 27,8% de femmes et de 5,7% de personnes morales (groupements, associations, entreprises, etc.). Cette répartition n'a sensiblement pas varié depuis plusieurs années. Elle montre clairement que le nombre d'hommes bénéficiant des services des SFD est deux fois plus

élevé que celui des femmes. Ceci traduit la nécessité de mettre en place une politique en vue d'améliorer l'accès des femmes à la microfinance.

Par ailleurs, la part relativement faible des personnes morales montre la faible pénétration du secteur sur le marché des PME. Ce constat met en lumière, une fois de plus, la problématique du financement de certains segments de marché dont celui des PME.

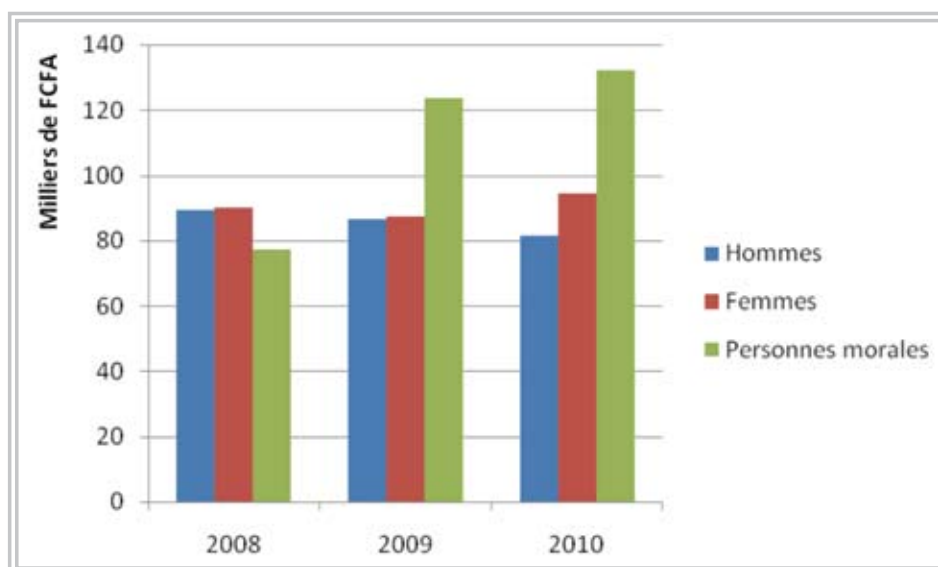
IV.4. ÉPARGNE MOBILISÉE

À l'instar du nombre de bénéficiaires, l'épargne collectée augmente au fil des années malgré la situation de crise intervenue depuis 2002. Elle a atteint un montant de 31,2 milliards de FCFA en 2002, 72,9 milliards de FCFA en 2006 et 96,6 milliards de FCFA en 2010.

Si la progression en volume de l'épargne est régulière, l'épargne moyenne par bénéficiaire a une évolution très variée. En effet, de 2002 à 2006, le montant moyen des dépôts s'est amélioré en passant de 6 454 FCFA en 2002 à 106 533 FCFA en 2006. Mais, depuis cette date, cet indicateur a régressé pour atteindre 104 777 FCFA en 2007 et 87 957 FCFA en 2010.

En outre, il ressort que ces dernières années, l'épargne moyenne des femmes est plus importante que celle des hommes (voir figure 2).

Figure 2 : Dépôt moyen des épargnants



Source : MEF/DGTCP/DM

2010 Rapport

IV.5. ACTIVITÉS DE CRÉDIT

IV.5.1. Distribution du crédit

Le volume des crédits distribués a considérablement baissé durant les deux dernières années. En effet, avec plus quarante (40) milliards de FCFA enregistré en 2008, le montant des nouveaux crédits mis en place par an a chuté à 22,9 milliards de FCFA en 2009 avant de remonter légèrement à 28,3 milliards en 2010 (voir tableau 4).

Tableau 4 : Distribution du crédit par les SFD

Indicateurs	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010
Montant des crédits mis en place (en milliards de FCFA)	21,7	29,0	42,2	40,7	22,9	28,3
Nombre de bénéficiaires des crédits mis en place	52 181	147 496	247 285	210 350	42 849	46 768
Montant moyen des crédits mis en place (en FCFA)	415 927	196 693	170 794	193 375	533 753	604 489

Source : MEF/DGTCP/DM

Cette chute prononcée du niveau d'activité de crédit est la traduction de la prudence observée par les SFD, compte tenu des difficultés de recouvrement qui engendrent une dégradation du portefeuille.

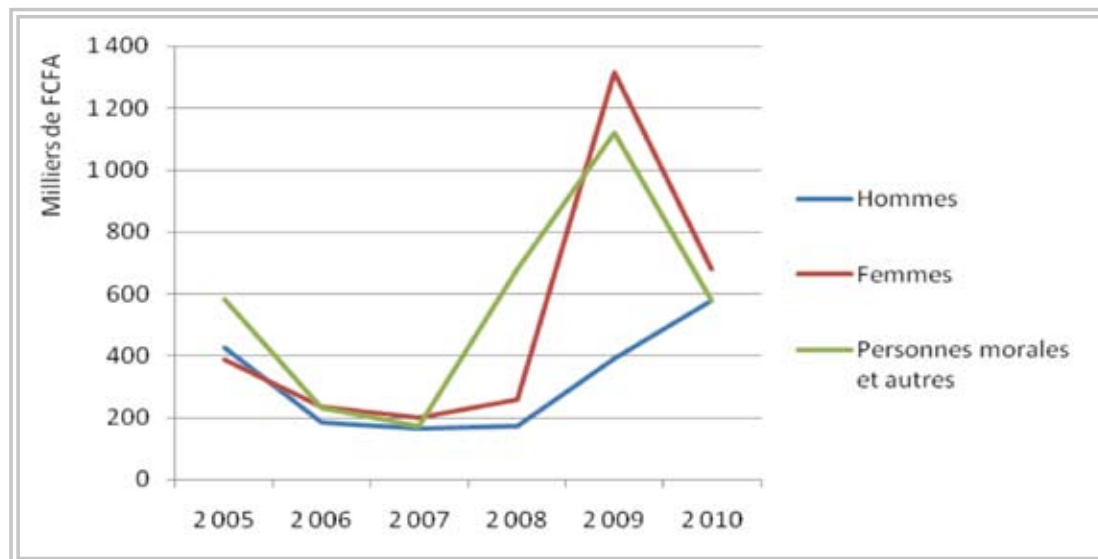
En revanche, le montant moyen des crédits distribués s'est nettement amélioré au cours des deux dernières années en passant de 193 375 FCFA en 2008, à 533 753 FCFA en 2009 puis à 604 489 FCFA en 2010.

Si de manière générale, l'accès des épargnants au crédit devient de plus en plus limité, la situation a été toujours plus difficile pour les femmes. Mais, l'équilibre a été presque rétabli au cours de l'année 2010 entre les deux sexes. En effet, la proportion des femmes ayant bénéficié d'un crédit au cours de l'année 2010 s'élève à 4,2% contre 4,8% pour les hommes, alors qu'en 2009, les taux sont respectivement de 2% et de 5,6%.

Toutefois, en raison de leur capacité d'épargne plus importante, on constate que ces dernières années, le montant moyen des crédits octroyés aux femmes est plus élevé que celui des hommes, comme on peut le voir sur la figure 3.

Rapport 2010

Figure 3 : Évolution du montant moyen des crédits distribués par genre



Source : MEF/DGTCP/DM

IV.5.2. Qualité du portefeuille de crédit

L'encours du crédit a fortement régressé en 2010 compte tenu de la baisse importante de l'activité de crédit en 2009 et 2010. Il est passé de 35,1 milliards de FCFA en décembre 2009 à 28,5 milliards de FCFA en décembre 2010, soit une baisse de 18,8%.

Par ailleurs, la qualité du portefeuille de crédit s'est encore dégradée en 2010 après avoir connu une légère amélioration sur la période 2006-2009. Le taux de créances en souffrance ressort en 2010 à 7,8% contre 6,7% en 2009 (voir tableau 5).

Tableau 5 : Situation du portefeuille de crédit

Indicateurs	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Encours brut des crédits (en milliards de FCFA)	25,3	24,2	29,5	32,7	35,1	28,5
Nombre de crédits en cours	45 275	43 304	52 802	56 697	61 669	47 327
Montant des crédits en souffrance (en milliards de FCFA)	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,2
Taux de créance en souffrance	9,3%	9,8%	8,0%	7,2%	6,7%	7,8%

Source : MEF/DGTCP/DM

2010 Rapport

V. DÉVELOPPEMENT ET IMPACT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA MICROFINANCE

Depuis quelques années, le secteur connaît peu à peu un développement qui se traduit par l'adaptation des outils de gestion, la diversification des produits d'exploitation, l'élargissement de la clientèle, la recherche de nouveaux marchés et le développement de l'environnement méso.

V.1. INSTRUMENTS DE GESTION DES SFD

L'entrée en vigueur en Côte d'Ivoire du Nouveau Référentiel Comptable (NRC) spécifique aux SFD le 1er janvier 2010 oblige tous les SFD à se doter d'un système informatique performant. En effet, fortement inspiré du plan comptable bancaire de l'UMOA, le NRC définit un plan de comptes extrêmement détaillé et un système de reporting très développé qui ne peuvent être appliqués efficacement qu'à travers un logiciel de gestion adéquat.

Ainsi, les SFD sont de plus en plus outillés en systèmes d'information et de gestion. Ceux déjà informatisés se sont inscrits dans un processus de modification du paramétrage de leurs logiciels de comptabilité afin de prendre en compte les innovations du NRC.

Cependant, les logiciels de gestion des SFD demeurent en général caractérisés par de nombreuses défaillances, notamment l'incapacité à produire des états de gestion fiables.

Par ailleurs, suivant les recommandations relatives au NRC et celles de la Tutelle à la suite des contrôles sur place, on assiste à un début d'amélioration notable des procédures administratives, comptables et financières des SFD.

En outre, les principes de protection des clients et la mise en application du guide méthodologique de contrôle interne qui ont fait l'objet de séminaires de formation au cours de l'année 2010 à l'initiative de l'APSFD-CI sont en voie d'être intégrés aux procédures de gestion des SFD.

V.2. OFFRE DE SERVICES

Au delà du service classique d'épargne et de crédit, les SFD ont développé depuis quelques années une gamme assez variée de services financiers. Il s'agit des opérations de transfert d'argent, des activités de courtage en assurance, de virements des revenus des travailleurs, de change manuel, etc. Pour ce faire, divers partenariats ont été noués avec des opérateurs privés. À cet effet, des outils techniques ont été mis en place au

Rapport 2010

sein des SFD (logiciel informatique, manuel de procédures, imprimés, etc.).

V.3. PROFIL DE LA CLIENTÈLE

La clientèle des SFD présente de plus en plus un profil diversifié du fait de la pénétration de la microfinance dans la quasi-totalité des couches socio-professionnelles du pays. Ainsi, en plus des acteurs du secteur informel (commerçants, artisans, agriculteurs, etc.), se distinguent dans cette clientèle des salariés, des retraités du secteur public et du secteur privé, des petites et moyennes entreprises (PME) et plus généralement des opérateurs économiques de divers secteurs. De même, les SFD s'orientent de plus en plus vers des groupements de personnes ou des associations.

Toutefois, le niveau de pénétration dans ces segments de marché reste très marginal.

Aussi, distingue-t-on des structures de microfinance qui se sont spécialisées dans l'offre de services financiers à des catégories sociales particulières. Il existe par exemple des SFD dédiés aux femmes (MUCREFAB, MUCREFBO, CRÉDIT FEF, etc.) et des SFD destinés spécifiquement aux personnes à la retraite (FIDRA) et aux fonctionnaires et agents de l'État (MUCREF-CI).

V.4. ENVIRONNEMENT MESO

V.4.1. Intégration de la microfinance au secteur financier

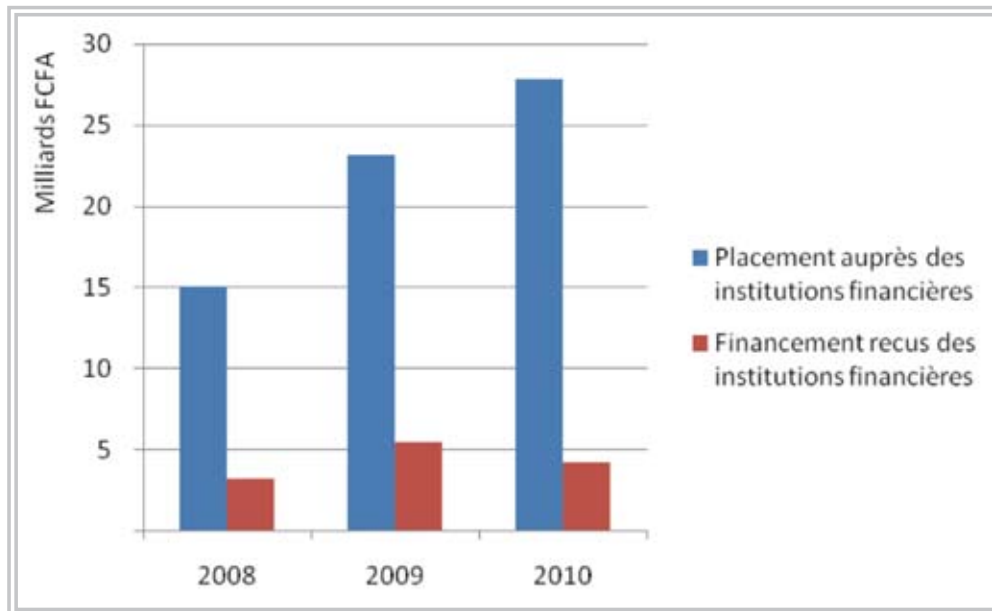
La collaboration qui a existé jusque-là entre les SFD et le secteur bancaire dans son ensemble est limitée à une relation entreprise-client, quasiment à sens unique. Cette collaboration se traduit notamment par les dépôts à vue et les dépôts à terme constitués par les SFD auprès des banques. On note cependant quelques partenariats à travers lesquels les SFD commercialisent des produits d'assurance pour le compte des compagnies d'assurance.

Dans le sens inverse, les SFD ont très peu bénéficié de financements auprès des banques et établissements financiers. Quand ils existent, ces financements sont mis en place aux conditions du marché.

La figure 4 illustre bien cette situation. Le montant des financements obtenus des institutions financières s'élève à seulement 4,2 milliards de FCFA en 2010, ce qui représente moins de 5% des ressources du secteur. En revanche, à la même date, le montant des avoirs auprès de ces institutions financières (dépôts à vue, dépôt à terme, prêt) atteint 27,8 milliards de FCFA, soit 29,2% des emplois du secteur.

2010 Rapport

Figure 4 : Flux financiers entre les SFD et le secteur financier



Source : MEF/DGTCP/DM

Ce constat met en lumière les difficultés d'intégration de la microfinance au système financier. Cette situation pourrait s'expliquer par le manque de professionnalisme des SFD, ce qui ne favorise pas le développement des relations entre ceux-ci et le secteur bancaire.

Toutefois, les relations SFD-banques se sont améliorées au cours de la dernière décennie même si le niveau des opérations reste toujours marginal.

V.4.2. Offre de services techniques aux SFD

On note un intérêt de plus en plus prononcé des prestataires de services à l'endroit du secteur de la microfinance qui constitue pour eux un nouveau marché. Il s'agit notamment des cabinets juridiques, informatiques, d'études comptables et financières, de formation, de communication, etc. Cet intérêt se traduit par des partenariats d'assistance technique signés avec les SFD. Une certaine concurrence s'est même installée entre ces opérateurs, notamment les fournisseurs de logiciel de comptabilité et de gestion.

Cependant, il faut relever le manque de maîtrise, par ces cabinets, du cadre juridique régissant l'activité de microfinance et du nouveau référentiel comptable des SFD. En conséquence, les prestations de services aux SFD ne sont pas toujours conformes aux exigences réglementaires.

Rapport 2010

V.5. IMPACT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU SECTEUR

V.5.1. Financement des activités économiques

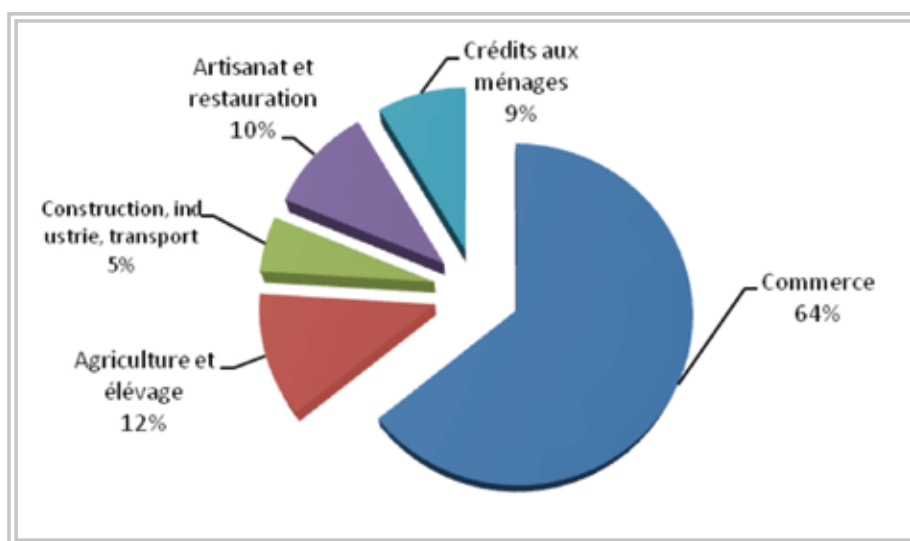
Les financements accordés par les SFD couvrent plusieurs secteurs d'activité économique, dont l'agriculture et l'élevage, le commerce, la construction, l'habitat, l'industrie, le transport, la restauration et l'artisanat. Ces financements s'élèvent au titre de l'année 2010 à 28,3 milliards de francs CFA contre 22,9 milliards de FCFA en 2009. La figure 5 présente la répartition de ces financements par secteur d'activité.

Le secteur du commerce est le secteur le plus financé avec 18,1 milliards de francs CFA, soit 64% des financements. Le poids important de ce secteur traduit la préférence de la clientèle des SFD pour les activités commerciales.

Viennent au deuxième plan le secteur de l'agriculture et de l'élevage avec 12%. Le secteur de l'artisanat et de la restauration et les ménages (crédits de consommation, prêts scolaires, etc.) reçoivent respectivement 12%, 10% et 9% des financements.

Les secteurs de la construction, de l'habitat et de l'industrie sont sous financés avec seulement 5% des crédits. En effet, ces activités intéressent très peu les SFD compte tenu des besoins de financement qui se caractérisent par la longue durée et le montant élevé des prêts.

Figure 5 : Distribution des crédits par secteur d'activités en 2010



Source : MEF/DGTCP/DM

En dépit de l'évolution du volume des financements octroyés aux secteurs d'activité, cette répartition est quasiment restée la même durant ces dernières années.

2010 Rapport

V.5.2. Création d'emplois

Les crédits octroyés par les SFD permettent aux bénéficiaires de démarrer ou de développer leurs activités, toute chose qui favorise la création d'emplois.

Le nombre d'emplois directs créés par les SFD demeure encore très faible. On estime le nombre de salariés à moins de 2000, ce qui paraît insignifiant au regard de la taille de l'économie ivoirienne. Cet effectif pourrait même connaître une baisse du fait des retraits d'agréments prononcés à l'encontre de trente-deux (32) structures à fin 2010.

La microfinance apparaît également comme un instrument de la promotion de l'auto-emploi. En effet, les SFD financent des activités génératrices de revenus et permettent aux bénéficiaires de se prendre en charge. Au cours de l'année 2010, 46 768 personnes dont 32 939 hommes et 11 995 femmes ont bénéficié de prêts pour un montant total de 28, 27 milliards de Francs CFA.

Par ailleurs, la microfinance est source de création d'emplois indirects à travers les entreprises financées qui peuvent, dans leur processus de développement, offrir de nouveaux emplois.

V.6. PERSPECTIVES DU SECTEUR

De nombreuses actions sont en cours ou sont envisagées afin de créer les conditions du développement du secteur de la microfinance. Il s'agit notamment de la réforme du cadre réglementaire, la réforme du secteur financier, l'assainissement du secteur de la microfinance.

V.6.1. Réforme du cadre légal et réglementaire

La réforme du secteur de la microfinance a débuté en Côte d'Ivoire par l'entrée en vigueur du nouveau référentiel comptable spécifique aux SFD. Toutefois, la mise en application effective de ce référentiel par les SFD reste à parfaire à travers la formation des différents acteurs et la résolution des difficultés de mise en œuvre.

En outre, la nouvelle loi communautaire adoptée en avril 2007 par le Conseil des Ministres de l'UEMOA est en phase d'adoption par la Côte d'Ivoire. Cette loi vient corriger les limites et les insuffisances du dispositif réglementaire actuel, mis en place dans le cadre du Projet d'Appui à la Réglementation des Mutuelles d'Épargne et de Crédit (PARMEC).

Les innovations contenues dans la nouvelle réglementation visent spécifiquement le renforcement des conditions d'octroi des autorisations d'exercer et l'organisation efficace et efficiente de la surveillance externe du secteur à travers une plus forte implication de

Rapport 2010

la Banque Centrale et de la Commission Bancaire.

V.6.2. Assainissement du secteur de la Microfinance.

Un plan d'assainissement d'urgence du secteur a été élaboré en 2010 en vue de créer les conditions de la solidité financière des structures de microfinance et celles de la préservation d'un risque systémique dans le secteur. Ce plan qui devra être exécuté sur la période 2011-2012 comporte essentiellement les volets suivants :

- le redressement de l'UNACOOPEC-CI ;
- le renforcement du matériel de la Direction de la Microfinance ;
- l'intensification des contrôles sur place de la Tutelle ;
- la fermeture de toutes les structures non viables du secteur ;
- la mise en place d'un fonds minimum de soutien à l'association professionnelle.

V.6.3. Réforme du secteur financier

Un atelier national s'est tenu les 07 et 08 septembre 2010 en Côte d'Ivoire, afin de définir des axes d'orientation ainsi qu'un plan d'actions devant servir à bâtir la stratégie de réforme du secteur financier en vue de son assainissement et de son développement.

Cette rencontre s'est penchée particulièrement sur le secteur de la microfinance. Plusieurs recommandations ont été faites dans le sens de l'assainissement, d'une meilleure surveillance et d'un développement de ce secteur. Le début de la mise en œuvre de ce plan est prévu pour le deuxième semestre 2011.

2010 Rapport

VI. ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE DES SFD

Cette section est consacrée à l'analyse de la situation financière globale du secteur, notamment la structure du passif (ressources) et de l'actif (emplois) du bilan, l'équilibre du bilan, les composantes des produits et des charges d'exploitation et les soldes intermédiaires de gestion. Par ailleurs, le respect par les SFD des ratios prudentiels et des principales normes de performance financière en vigueur ou admises dans la profession est examiné.

VI.1. RESSOURCES

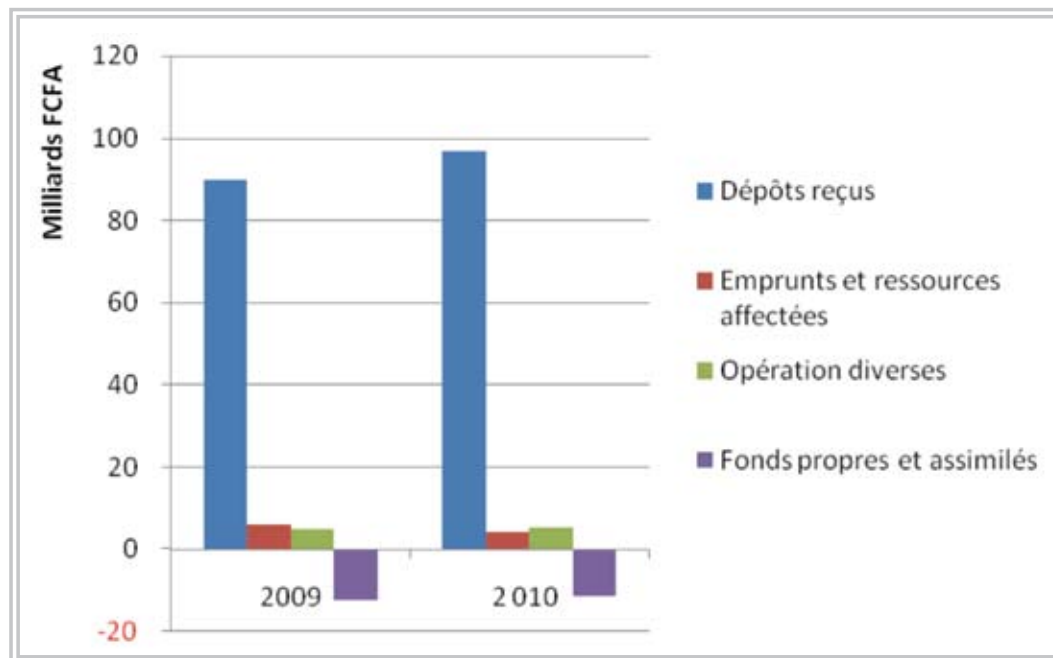
Le montant total des ressources du bilan s'élève à 95 milliards de FCFA en 2010 contre 88,6 milliards de FCFA en 2009 et 83 milliards de FCFA en 2008. Elles comprennent :

- les dépôts reçus des membres et des autres institutions financières ;
- les emprunts et les ressources affectées ;
- les dettes envers les tiers (fournisseurs de biens et services, opérations diverses) ;
- les fonds propres et assimilés composés de ressources externes (subventions d'investissement, fonds affectés, fonds de crédits, emprunts et titres émis) et de ressources propres (capital social, réserve, report à nouveau, provisions et fonds constitués pour risques et charges, fonds de dotation).

Les ressources sont essentiellement constituées des dépôts collectés auprès de la clientèle et subsidiairement des emprunts, des ressources affectées et des dettes envers les tiers (voir figure 6).

Rapport 2010

Figure 6 : Structures des ressources des SFD



Source : MEF/DGTCP/DM

Le montant des ressources du bilan a toujours été inférieur au montant des dépôts en raison du niveau élevé du déficit des fonds propres. En effet, ce déficit a rongé une part importante des ressources collectées. Cette configuration traduit la difficulté des SFD à faire face aux remboursements des déposants et à financer leurs activités, notamment le crédit.

En 2010, la structure des ressources est restée la même que les années antérieures. En effet, le montant des dépôts reçus s'élève à 96,6 milliards de FCFA et représente 101% des ressources. On enregistre des fonds propres négatifs à hauteur de 11,2 milliards de FCFA.

Par ailleurs, il convient de relever la faiblesse des appuis financiers divers obtenus des partenaires financiers (emprunts, titres émis, ressources et fonds affectés, fonds de crédits, subventions). L'ensemble de ces ressources ne représente que 5,5% du passif du bilan en 2010.

2010 Rapport

VI.2. EMPLOIS

Les emplois en 2010 se chiffrent à 95,1 milliards de FCFA et se répartissent comme suit :

- trésorerie : 21,6 milliards de FCFA, soit 22,7% des emplois ;
- dépôts à terme et placement : 9,9 milliards de FCFA, soit 10,4% des emplois ;
- encours de crédit 27,9 milliards de FCFA, soit 29,3% des emplois ;
- stocks et opérations diverses avec les tiers : 17,5 milliards de FCFA, soit 18,4% des emplois ;
- valeurs immobilisées : 18,2 milliards de FCFA, soit 19,2% des emplois.

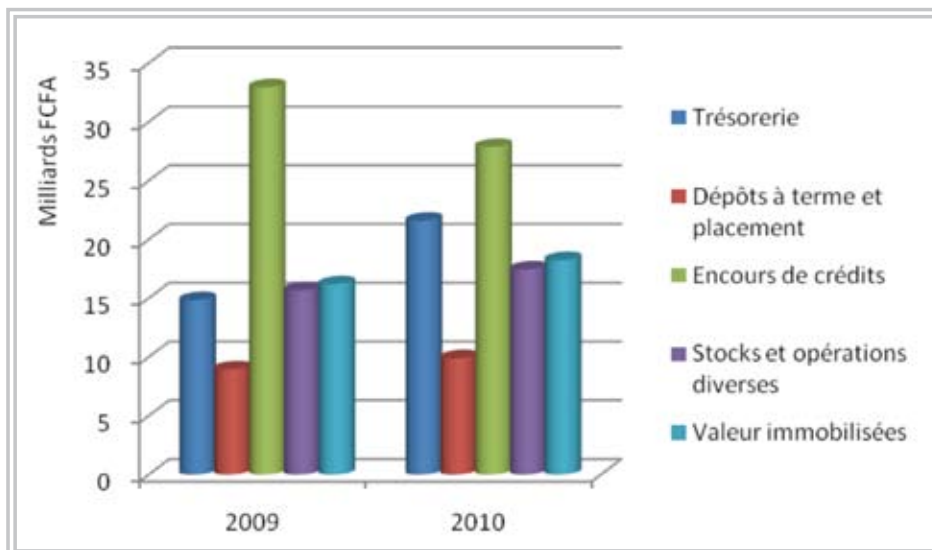
L'encours des crédits est certes la composante la plus importante des emplois avec 29,3% en 2010, mais demeure à un niveau relativement faible. En effet, considérant que le crédit est l'activité principale de l'institution, l'essentiel des ressources de l'institution devrait être consacré à l'octroi de crédit. Au contraire, une part importante des ressources est utilisée pour l'acquisition des immobilisations et pour le financement des opérations diverses avec les tiers, notamment les opérations autres que l'épargne et le crédit (transfert d'agent, assurance, etc.).

La part relativement limitée des crédits se justifie également par un manque de maîtrise de l'activité du micro-crédit. Ce constat est confirmé d'ailleurs par la mauvaise qualité du portefeuille de crédit enregistrée dans le secteur malgré un faible volume de crédits distribués. Cette situation occasionne un niveau important de la trésorerie, des dépôts et placements effectués auprès des institutions financières qui représentent globalement 33,1% des emplois.

Si globalement, cette configuration des emplois du bilan est restée sensiblement la même depuis une longue période, on note au cours des deux derniers exercices une tendance des SFD à réduire l'activité de crédit en raison de la situation socio-économique défavorable, et à augmenter les autres emplois, à savoir la trésorerie, les dépôts à terme et placement, les opérations diverses et les immobilisations (voir figure 7).

Rapport 2010

Figure 7 : Répartition des emplois des SFD



Source : MEF/DGTCP/DM

VI.3. ÉQUILIBRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

L'analyse de l'équilibre financier a été effectuée à partir du tableau 6 qui met en opposition les emplois et les ressources de même nature.

Tableau 6 : Analyse de l'équilibre financier des SFD

(En milliards de FCFA)	2008	2009	2010
Opérations stables			
Actifs immobilisés	14,0	16,2	18,4
Fonds propres	-8,4	-12,2	-10,2
Excédent (+) ou déficit (-)	-22,4	-28,4	-28,6
Opérations à moyen et long terme (MLT)			
Emplois à MLT	29,5	28,8	24,3
Ressources à MLT	2,6	2,1	6,4
Excédent (+) ou déficit (-)	-26,9	-26,7	-17,9
Opérations à court terme (CT)			
Emplois à CT	39,6	43,6	52,3
Ressources à CT	78,7	84,6	98,8
Excédent (+) ou déficit (-)	39,1	41,0	46,5

Source : MEF/DGTCP/DM

Il apparaît un déséquilibre très prononcé du bilan à plusieurs niveaux. En ce qui concerne les opérations stables, les SFD ne disposent d'aucune ressource pour financer les immobilisations qui s'élèvent en 2010 à 18,4 milliards de FCFA. Il ressort

2010 Rapport

un déficit financier de 28,6 milliards qui, en réalité, représente la fraction des dépôts de la clientèle utilisée pour couvrir les dépenses d'investissement. Ce déficit résulte de l'effet conjugué du faible montant des capitaux propres mobilisés à la création des SFD et des pertes d'exploitation cumulées sur plusieurs exercices, d'où la dégradation rapide des fonds propres.

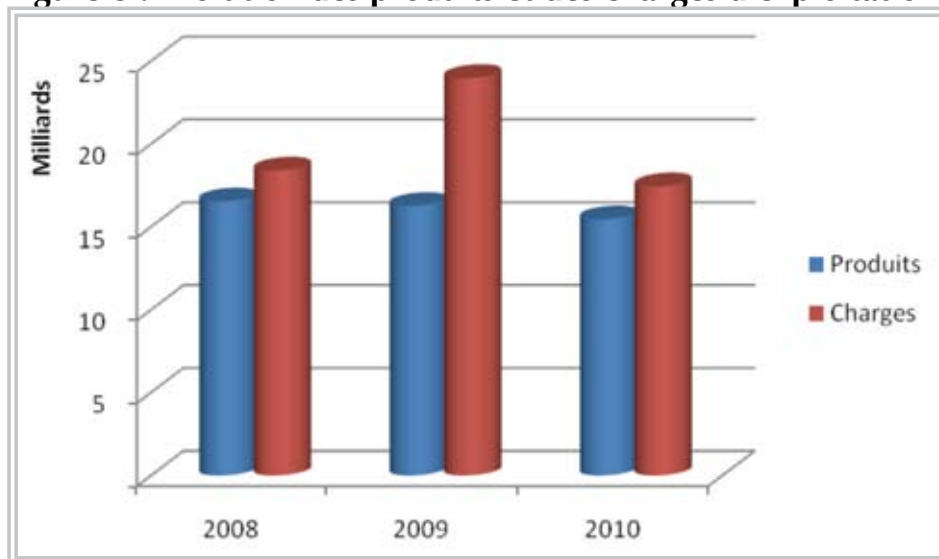
Pour les opérations à moyen et long terme, le déficit reste également élevé avec un montant de 17,9 milliards de FCFA en 2010. Il traduit l'incapacité des institutions à disposer des ressources à moyen et long terme. En effet, seulement 6,4 milliards de FCFA ont été mobilisés en 2010, soit moins de 7% du passif du bilan.

Au niveau des opérations à court terme, les besoins de financement sont largement couverts par les ressources disponibles. En 2010, le surplus de financement s'élève à 46,5 milliards contre 41 milliards de FCFA en 2009 et 39,2 milliards de FCFA en 2008. Ce constat s'explique par le faible taux de transformation de l'épargne en crédit et par la prudence observée en matière de distribution du crédit au cours des deux dernières années.

VI.4. PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

Les produits d'exploitation engrangés par les SFD connaissent globalement une baisse régulière depuis 2008. Au cours de l'exercice 2010, un montant total de 15,5 milliards de FCFA a été enregistré contre respectivement 16,3 milliards de FCFA en 2009 et 16,5 milliards de FCFA en 2008 (voir figure 8).

Figure 8 : Evolution des produits et des charges d'exploitation



Source : MEF/DGTCP/DM

Rapport 2010

Cette évolution est la conséquence d'une baisse générale de l'activité de crédit et d'une dégradation plus accentuée du portefeuille de crédit au cours des dernières années. En effet, les produits sont constitués essentiellement des produits d'intérêts sur le crédit, car les autres types de services financiers ne sont pas très développés dans le secteur.

En 2010, les produits d'intérêts s'élèvent à 10,6 milliards de FCFA, soit 68,9% de l'ensemble des produits, et 83% des produits hors reprises sur amortissements et sur provisions. Les autres produits d'exploitation (produits divers d'exploitation et produits exceptionnels) s'élèvent à 1,4 milliards de FCFA, soit 9,2% de l'ensemble des produits.

Le montant des charges d'exploitation est passé de 24 milliards de FCFA en 2009 à 17,4 milliards de FCFA en 2010, soit une baisse de 27,5% engendrée par la réduction de plusieurs lignes budgétaires portant sur les charges du personnel, les fournitures de bureau, les prestations de services. Des efforts importants ont été faits par les SFD en vue de réduire sensiblement le déficit d'exploitation qui a atteint son niveau le plus élevé en 2009, avec 7,7 milliards de FCFA. En effet, au regard de la dégradation très avancée de la situation financière générale des SFD, des injonctions ont été formulées par la Tutelle à l'endroit de nombreuses structures, notamment les plus importantes, afin de prendre les mesures nécessaires à leur redressement.

Le déficit d'exploitation a certes baissé en 2010 avec un montant de 2 milliards de FCFA, mais les efforts des SFD doivent se poursuivre jusqu'à ce qu'ils soient capables de dégager des excédents d'exploitation et stabiliser à terme leur situation financière (voir tableau 7).

Tableau 7 : Solde intermédiaire de gestion

(en milliards de FCFA)	2008	2009	2010
Marges d'intérêt	5,7	5,9	10,5
Produits financiers nets	6,4	6,7	10,3
Résultat net	-1,9	-7,7	-2,0

Source : MEF/DGTCP/DM

VI.5. PERFORMANCE FINANCIÈRE DES SFD

L'évaluation de la performance financière globale des SFD a été dressée dans le tableau 8. Il y ressort qu'au-delà de leur incapacité à assurer l'autonomie financière, les SFD ne sont pas financièrement performants dans la mesure où la quasi-totalité des normes de performance admises dans la profession ne sont pas respectées. Seuls le ratio afférent au provisionnement des créances en souffrance et celui relatif aux charges du personnel sont observés sur un ensemble de quatorze (14) ratios déterminés sur les exercices 2009 et 2010.

2010 Rapport

La difficulté des SFD à observer les ratios de performance est l'expression de leur manque de maîtrise de l'activité de la microfinance.

Tableau 8 : Performance financière des SFD

Indicateurs	Norme	2009	2010	Respect de la norme
Rentabilité				
Rentabilité des fonds propres (Résultat/capitaux propres)	>15%	63,11%	-14%	Non
Rendement sur actif (Résultat/Actifs)	>3%	-5,90%	-2,1%	Non
Autosuffisance opérationnelle (Produits/charges)	>130%	73,29%	95,3%	Non
Marge bénéficiaire (Résultats/produits)	>20%	-36,44%	-12,4%	Non
Coefficient d'exploitation (Frais généraux/produits)	<60%	84,93%	81,2%	Non
Qualité du portefeuille				
Portefeuille à risque (Encours des créances en souffrance /total prêts)	<5%	3,81%	7,6%	Non
Taux de provisionnement (Provision/créances en souffrance)	>40%	43,66%	53,6%	Oui
Efficacité-productivité				
Charges d'exploitation rapportées aux crédits	<35%	82,6%	57,7%	Non
Frais généraux rapportés aux crédits	<20%	57,75%	44,6%	Non
Ratio charges du personnel (Charges du personnel/total crédit)	<10%	15,25%	3,7%	Oui
Gestion du bilan				
Rendement des actifs (Total intérêts/Actifs)	>15%	6,22%	11,2%	Non
Rendement du portefeuille (Total intérêts/encours brut du crédit)		25,37%	36,6%	
Liquidité de l'actif (Disponibilité/Actifs)	>5%	43,58%	31,8%	Non
Ratio de capitalisation (Fonds propres/Actifs)	>15%	-9,35%	-11,8%	Non

Source : MEF/DGTCP/DM

VI.6. OBSERVATION DES RATIOS PRUDENTIELS

La capacité des SFD à observer les ratios prudentiels a été étudiée à partir de vingt-sept (27) états financiers de l'exercice 2010 validés par la Tutelle. Certains SFD n'ont pas été pris en compte dans cette analyse en raison du manque de fiabilité des états financiers transmis.

Il ressort de cette analyse que les principaux ratios prudentiels permettant d'appréhender la stabilité financière ne sont pas respectés par tous les SFD. S'agissant du ratio de couverture des emplois à moyen et long terme par des ressources stables, 33% des SFD

ne les respectent pas. Concernant les ratios de liquidité et de capitalisation, environ un SFD sur deux les respectent (voir tableau 9).

Tableau 9 : Respect des ratios prudentiels

Ratios	Nb de SFD respectant le ratio	Nb de SFD ne respectant pas le ratio	% des SFD respectant le ratio
Limitation des risques auxquels est exposée une institution ($\geq 200\%$)	25	2	93%
Couverture des emplois à moyen et long terme par des ressources stables ($\geq 100\%$)	18	9	67%
Limitation des prêts aux dirigeants et au personnel ainsi qu'aux personnes liées ($\leq 10\%$)	18	9	67%
Limitation des risques pris sur une seule signature ($\leq 10\%$)	20	7	74%
Norme de liquidité ($\geq 100\%$, 80% ou 60%)	13	14	48%
Limitation des opérations autres que les activités d'épargne et de crédit ($\leq 5\%$)	27	0	100%
Norme de capitalisation ($\geq 15\%$)	14	13	52%
Constitution de la réserve générale	27	0	100%
Limitation des prises de participation ($\leq 25\%$)	25	2	93%

Source : MEF/DGTCP/DM

2010 Rapport

CONCLUSION

Au cours de l'année 2010, une intensification des activités de surveillance de la CNM et de ses services a été observée. En effet, il a été noté la tenue plus régulière des sessions de cette instance, l'amélioration du contrôle à distance, le suivi plus rapproché des structures en difficulté avec l'augmentation sensible des auditions des dirigeants des SFD, des sanctions et diverses décisions. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la politique d'assainissement du secteur engagée par la Tutelle depuis 2008.

En dépit de ce renforcement du dispositif de surveillance, la situation du secteur ne s'est pas améliorée. Les SFD éprouvent toujours des difficultés à stabiliser leur situation financière, notamment les structures les plus importantes. De même, la mauvaise gouvernance, le manque de maîtrise de l'activité de crédit, le manque de professionnalisme des acteurs, l'incapacité des SFD à assurer leur autonomie financière sont des difficultés qui persistent dans le secteur.

Toutefois, il a été relevé un accroissement du nombre d'adhérents et de l'épargne collectée malgré le contexte socio-économique défavorable, ce qui dénote de l'énorme potentiel de ce secteur. À cet égard, la Tutelle doit poursuivre les efforts d'assainissement et mettre en œuvre sa politique de réforme de la microfinance, afin de faire de ce secteur un véritable outil de développement économique et social.

Rapport 2010

ANNEXES

2010 Rapport

COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 2010 DU SECTEUR

ACTIF DU BILAN

N°	ACTIF Intitulés	2 010		
		Brut	Amort/prov	Net
A01	OPÉRATIONS DE TRÉSORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	31 556 127 773	150 000	31 555 977 773
A10	Valeur en caisse	2 552 134 375	0	2 552 134 375
A11	Billets et monnaies	2 552 134 375	0	2 552 134 375
A12	Compte ordinaires débiteurs	19 037 031 137	0	19 037 031 137
A2A	Autres comptes de dépôts débiteurs	8 638 546 490	0	8 638 546 490
A2H	Dépôts à terme constitués	7 625 746 490	0	7 625 746 490
A2I	Dépôts de garantie constitués	1 012 800 000	0	1 012 800 000
A2J	Autres dépôts constitués	0	0	0
A3A	Comptes de prêts	166 117 709	0	166 117 709
A3B	Prêts à moins d'un an	23 515 346	0	23 515 346
A3C	Prêts à terme	142 602 363	0	142 602 363
A60	Créances rattachées	1 162 148 062	0	1 162 148 062
A70	Prêts en souffrance	150 000	150 000	0
	Prêts immobilisés	0	0	0
A71	Prêts en souffrance de 6 mois au plus	0	0	0
A72	Prêts en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	0	0	0
A73	Prêts en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	150 000	150 000	0
B01	OPÉRATIONS AVEC LES MEMBRES BÉNÉFICIAIRES OU CLIENTS	28 916 566 374	1 210 111 538	27 706 454 836
B2D	Crédits à court terme	10 516 344 442	21 423 000	10 494 921 442
B2N	Comptes ordinaires	25 773 080	0	25 773 080
B30	Crédits à moyen terme	14 884 406 767	0	14 884 406 767
B40	Crédits à long terme	667 012 495	0	667 012 495
B65	Créances rattachées	605 868 670	0	605 868 670
B70	Crédits en souffrance	2 217 160 920	1 188 688 538	1 028 472 382
	Crédits immobilisés	8 888 195	0	8 888 195
B71	Crédits en souffrance de 6 mois au plus	792 266 374	164 258 334	628 008 040
B72	Crédits en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	469 349 402	293 680 259	175 669 143
B73	Crédits en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	946 656 949	730 749 945	215 907 004
C01	OPÉRATIONS SUR TITRES ET OPÉRATIONS DIVERSES	18 971 857 136	1 548 051 033	17 423 806 103
C10	Titres de placement	87 550 000	0	87 550 000
C30	Comptes de stocks	428 289 509	0	428 289 509
C31	Stocks de meubles	0	0	0
C32	Stocks de marchandises	23 631 762	0	23 631 762
C33	Stocks de fournitures	170 285 028	0	170 285 028
C34	Autres stocks et assimilés	234 372 719	0	234 372 719

Rapport 2010

C40	Débiteurs divers	16 925 315 653	1 547 246 488	15 378 069 165
C55	Créances rattachées	0	0	0
C56	Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	0	0	0
C59	Valeurs à rejeter	0	0	0
C6A	Comptes d'ordre et divers	1 530 701 974	804 545	1 529 897 429
C6B	Comptes de liaison	799 689 759	0	799 689 759
C6C	Comptes de différence de conversion	0	0	0
C6G	Comptes de régulation actif	618 800 920	804 545	617 996 375
C6Q	Comptes transitoire	32 948 185	0	32 948 185
C6R	Comptes d'attente actif	79 263 110	0	79 263 110
D01	VALEURS IMMOBILISÉES	30 159 144 744	11 923 899 905	18 235 244 839
D1A	Immobilisations financières	1 530 314 215	0	1 530 314 215
D10	Prêts et titres subordonnés	21 361 715	0	21 361 715
D1E	Titres de participation	1 402 952 500	0	1 402 952 500
D1L	Titres d'investissement	106 000 000	0	106 000 000
D1S	Dépôts et cautionnement	298 683 647	0	298 683 647
D23	Immobilisations en cours	2 016 783 873	13 507 286	2 003 276 587
D24	Incorporelles	406 164 981	261 667	405 903 314
D25	Corporelles	1 610 618 892	13 245 619	1 597 373 273
D30	Immobilisations d'exploitation	26 293 980 436	11 910 024 619	14 383 955 817
D31	Incorporelles	1 911 216 684	713 132 986	1 198 083 698
D36	Corporelles	24 382 763 752	11 196 891 633	13 185 872 119
D40	Immobilisation hors exploitation	16 791 300	368 000	16 423 300
D41	Incorporelles	11 000 000	0	11 000 000
D45	Corporelles	4 719 900	368 000	4 351 900
	Immobilisation acquise par réalisation de garanties	1 071 400	0	1 071 400
D46	Incorporelles	0	0	0
D47	Corporelles	0	0	0
D50	Crédit bail et opération assimilées	0	0	0
D51	Crédits-bails	0	0	0
D52	L.O.A.	0	0	0
D53	Location-vente	0	0	0
D60	Créances rattachées	2 588 773	0	2 588 773
D70	Créances en souffrances	0	0	0
D71	Créances en souffrance de 6 mois au plus	0	0	0
D72	Créances en souffrance de plus de 6 mois à 12 mois au plus	0	0	0
D73	Créances en souffrance de plus de 12 mois à 24 mois au plus	0	0	0
E01	ACTIONNAIRES, ASSOCIÉS OU MEMBRES	106 450 000	0	106 450 000
E02	Actionnaire, associé ou membre, capital non appelé	0	0	0
E03	Actionnaire, associé ou membre, capital appelé non versé	106 450 000	0	106 450 000
E05	Excédent des charges sur les produits	8 533 460	0	8 533 460
E90	TOTAL ACTIF	109 718 679 487	14 682 212 476	95 036 467 011

2010 Rapport

PASSIF DU BILAN

N°	Intitulés	2010
F10	OPÉRATION DE TRÉSORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	5 212 707 289
F1A	Comptes ordinaires	586 709 286
F2A	Autres comptes de dépôts créditeurs	261 654 565
F2B	Dépôts à terme reçus	10 928 346
F2C	Dépôts de garanties reçus	6 409 213
F2D	Autres dépôts reçus	244 317 006
F3A	Comptes d'emprunts	4 184 255 053
F3E	Emprunts à moins d'un an	717 240 487
F3F	Emprunts à terme	3 467 014 566
F50	Autres sommes dues aux institutions financières	91 422 600
F55	Ressources affectées	341 180
F60	Dettes rattachées	88 324 605
G01	OPÉRATIONS AVEC LES MEMBRES, BÉNÉFICIAIRES OU CLIENTS	95 852 262 911
G10	Comptes ordinaires créditeurs	69 140 958 941
G15	Dépôts à terme reçus	2 959 116 265
G2A	Comptes d'épargne à régime spécial	13 214 544 284
G30	Autres dépôts de garanties reçus	9 361 955 974
G35	Autres dépôts reçus	1 011 575 651
G60	Emprunt	64 962 000
G70	Autres sommes dues	0
G90	Dettes rattachées	99 149 796
H01	OPÉRATIONS SUR TITRES ET OPÉRATIONS DIVERSES	4 198 302 138
H10	Versements restant à effectuer	2 200 000
H40	Créditeur divers	3 807 214 935
H6A	Comptes d'ordre et divers	388 887 203
H6B	Comptes de liaison	4 815 290
H6C	Comptes de différence de conversion	198 326 671
H6G	Comptes de régulation-passif	206 763 180
H6P	Comptes d'attente-passif	-21 017 938
K01	VERSEMENTS RESTANT À EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	1 003 125 000
K20	Titres de participation	1 003 125 000
L01	PROVISION, FONDS PROPRES ET ASSIMILÉS	-11 229 930 327
L10	Subvention d'investissement	345 297 507
L20	Fonds affectés	271 426 827
L21	Fonds de garantie	10 908 894
L22	Fonds d'assurance	97 642 886
L23	Fonds de bonification	0
L24	Fonds de sécurité	0
L25	Autres fonds affectés	162 875 047
L27	Fonds de crédits	199 723 600
L30	Provisions pour risques et charges	76 318 626
L31	Provisions pour charges de retraite	0
L32	Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	0
L33	Autres provisions pour risques et charges	76 318 626
L35	Provisions réglementées	0
L36	Provisions pour risque afférents aux opérations de crédits à moyen et long terme	0
L37	Provision spéciale de réévaluation	0
L41	Emprunt et titre émis subordonnés	247 581 600
L43	Dettes rattachées aux emprunts et titres subordonnés	0

Rapport 2010

L45	Fonds pour risques financiers généraux	3 044 854
L50	Primes liées au capital	168 823 200
L55	Réserves	2 420 284 291
L56	Réserve générale	1 062 427 662
L57	Réserves facultatives	310 112 271
L58	Autres réserves	1 047 744 358
L59	Écart de réévaluation des immobilisations	0
L60	Capital	5 556 816 213
L61	Capital appelé	5 450 366 213
L62	Capital non appelé	106 450 000
L65	Fonds de dotation	5 796 750 202
L70	Report à nouveau (+ ou -)	-24 333 473 993
L75	Excédent des produits sur les charges	0
L80	Résultat de l'exercice (+ ou -)	-1 982 523 254
L81	Excédent ou déficit en instance d'approbation	-2 112 287 071
L82	Excédent ou déficit de l'exercice	129 763 817
L90	TOTAL PASSIF	95 036 467 011

2010 Rapport

COMPTES DE CHARGES

N°	Intitulés	2010
R08	CHARGES SUR OPÉRATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	447 246 892
R1A	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	90 776 675
R1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts créditeurs	19 536
R2A	Intérêts sur comptes d'emprunts	315 873 925
R2R	Autres intérêts	27 897 394
R3A	CHARGES SUR OPÉRATIONS AVEC LES MEMBRES BÉNÉFICIAIRES OU CLIENTS	420 625 769
R3C	Intérêts sur comptes des membres, bénéficiaires ou clients	407 654 055
R3T	Commissions	11 771 714
	MARGE D'INTERÊT BÉNÉFICIAIRE	9 926 721 182
	TOTAL CHARGES D'INTÉRÊTS	845 962 013
R4B	CHARGES SUR OPÉRATIONS SUR TITRES ET OPÉRATIONS DIVERSES	91 741 055
R5B	CHARGES SUR IMOBILISATION FINANCIÈRES	72 310 921
R5E	CHARGES SUR CRÉDIT BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉS	0
R6A	CHARGES SUR OPÉRATIONS DE CHANGE	1 002 526
R6F	CHARGES SUR OPÉRATIONS HORS BILAN	0
R6V	CHARGES SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS	79 952 087
R7A	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION FINANCIÈRE	443 000
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	260 324 297
	TOTAL AUTRES CHARGES FINANCIÈRES NETTES	74 469 865
	MARGE D'INTÉRÊT BÉNÉFICIAIRE	7 536 500 098
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	274 008 057
	PRODUIT FINANCIER NET	8 628 721 405
	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	124 767 322
	CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	13 202 144 260
S02	FRAIS DE PERSONNEL	3 360 623 936
S1A	IMPÔTS ET TAXES	191 011 312
S1B	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	63 266 943
S1C	Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés versés à l'administration des impôts	127 634 069
S1K	Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés versés aux autres organismes	110 300
S2A	AUTRES CHARGES EXTREMES ET CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	7 196 454 514
S2B	Services extérieurs	1 020 114 873
S3A	Autres services extérieurs	2 751 920 053
S4A	Charges diverses d'exploitation	3 424 419 588
T50	DOTATIONS AU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GÉNÉRAUX	0
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	2 060 790 046
T6B	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	2 157 760 453
T6C	Dotations aux provisions sur créances en souffrance	1 149 205 428
T6G	Dotations aux provisions pour dépréciation d'autres éléments d'actif	443 332 642
T6H	Dotations aux provisions pour risques et charges	471 001 917
T6J	Dotations aux provisions réglementées	0
T6K	Perte sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	60 299 436
T6L	Perte sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	33 921 030
T80	CHARGES EXCEPTIONNELLES	608 315 370
T81	PERTES SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	616 396 754
T82	IMPÔTS SUR LES EXCÉDENTS	5 000 000
L80	EXCÉDENTS	501 487 007
T84	TOTAL CHARGES	17 935 928 964

COMPTES DE PRODUITS

N°	Intitulés	2010
V08	PRODUITS SUR OPÉRATIONS AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	1 500 602 205
V1A	Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	472 913 887
V1L	Intérêts sur autres comptes de dépôts créditeurs	1 007 548 783
V2A	Intérêts sur comptes de prêts	8 533 472
V2Q	Autres intérêts	11 606 063
V3A	PRODUITS SUR OPÉRATIONS AVEC LES MEMBRES BÉNÉFICIAIRES OU CLIENTS	9 828 310 176
V3B	Intérêts sur crédits aux membres, bénéficiaires ou clients	6 078 622 093
V3R	Autres intérêts	81 674 016
V3X	Commissions	3 668 014 067
	MARGE D'INTÉRÊT DÉFICITAIRES	-4 055 679
	TOTAL PRODUITS D'INTÉRÊTS	10 639 020 516
V4B	PRODUITS SUR OPÉRATIONS SUR TITRES ET OPÉRATIONS DIVERSES	4 607 908
V5B	PRODUITS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	90 000
V5G	PRODUITS SUR OPÉRATIONS DE CRÉDIT BAIL ET OPÉRATIONS ASSIMILÉS	16 700
V5H	Produits sur opérations de crédits bail	16 700
V5N	Produits sur opérations de location avec option d'achat	0
V5T	Produits sur opération de location-vente	0
V6A	PRODUITS SUR OPERATIONS DE CHANGE	3 190 294
V6F	PRODUITS SUR OPERATIONS HORS BILAN	1 001
V6U	PRODUITS SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS	38 671 085
V7A	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION FINANCIÈRES	13 302 252
	AUTRES CHARGES FINANCIÈRES NETTES	-42 898 028
	AUTRES PRODUITS FINANCIERS NETS	289 031 650
	MARGE D'INTÉRÊT DÉFICITAIRE	11 190 773
	AUTRES CHARGES FINANCIÈRES NETTES	-42 898 028
	CHARGE FINANCIÈRE NETTE	5 289 168
	VENTES	12 792 878
	PRODUITS GÉNÉRAUX D'EXPLOITATION	3 335 276 228
W4A	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	657 952 284
W4B	Redevances pour concessions, brevets, licences, droits divers et valeurs similaires	8 775 513
W4D	Indemnités de fonction et rémunération d'administrateurs, gérants reçus	0
W4G	Plus values de cession	5 388 093
W4K	Revenus des immeubles hors exploitation	0
W4L	Transfert de produits d'exploitation non financière	2 134 769
W4Q	Autres produits divers d'exploitation	641 653 909
W50	PRODUCTION IMMOBILISÉE	0
W53	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	28 381 382
X50	REPRISE DU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GÉNÉRAUX	0
X51	REPRISE D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	101 048 974
X6B	REPRISE DE PROVISIONS ET RÉCUPERATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	2 526 610 954
X6C	Reprises de provisions sur créances en souffrance	817 429 943
X6G	Reprises de provisions pour dépréciation d'autres éléments d'actif	1 005 359 618
X6H	Reprises de provisions pour risques et charges	180 802 288
X6I	Reprises de provisions réglementées	0
X6J	Récupérations sur créances amorties	523 019 105
X80	PRODUITS EXCEPTIONNELS	547 271 475
X81	PROFITS SUR EXERCICES ANTÉRIEURS	189 069 135
L80	DÉFICIT	2 484 010 261
X84	TOTAL PRODUITS	17 935 928 964

Rapport

COMPTES D'EXPLOITATION SYNTHÉTIQUES

(En milliards de FCFA)				
Intitulé	2008	2009	2010	% 2010
Produits d'exploitation	16,5	16,3	15,5	
Produits financiers	6,9	7,8	11,4	73,7%
Autres produits	5,7	5,0	0,9	5,7%
Reprise sur amortissements et sur provisions	1,1	1,2	2,6	17,0%
Produits exceptionnels	2,8	2,3	0,5	3,5%
Charges d'exploitation	18,4	24,0	17,4	
Charges financières	0,5	1,0	1,1	6%
Achats et services extérieurs	5,5	6,3	3,9	22%
Charges de personnel	3,9	4,7	3,4	19%
Autres charges	4,9	6,4	4,8	28%
Pertes sur créances, dotations aux amortissements et aux provisions	3,6	5,5	4,2	24%
Solde intermédiaire de gestion	2008	2009	2010	
Marges d'intérêt	5,7	5,9	10,5	
Produits financiers net	6,4	6,7	10,3	
Résultat net	-1,9	-7,7	-2,0	

Source : MEF/DGTCP/DM



**2010 ANNUAL REPORT
OF THE NATIONAL BOARD
FOR MICROFINANCE**

**English
Version**





2010 Report

NBM



Report 2010

TABLE OF CONTENTS

REMARKS BY THE MINISTER OF ECONOMY AND FINANCE.....	65
REMARKS BY THE CHAIRPERSON OF THE NATIONAL BOARD FOR MICROFINANCE.....	67
INTRODUCTION	69
I. COTE D'IVOIRE IN BRIEF.....	70
I.1. GÉOGRAPHIC SITUATION.....	70
I.2. POLITICAL AND ADMINISTRATIVE SITUATION.....	70
I.3. DÉMOGRAPHY	70
I.4. NATIONAL OUTPUT AND SECTORS OF ACTIVITY	71
I.5. ECONOMIC INFRASTRUCTURES	72
I.6. FINANCIAL SYSTÈM	72
I.7. STANDARD OF LIVING	73
II. LEGAL AND INSTITUTIONAL FRAMEWORK OF THE MICROFINANCE SECTOR	74
II.1. LEGAL FRAMEWORK.....	74
II.2. INSTITUTIONAL FRAMEWORK.....	78
III. SUPERVISION OF THE MICROFINANCE SECTOR.....	81
III.1. MONITORING ACTIVITIES	81
III.2. ACTIVITIES OF THE CNM	83
IV. GLOBAL STATUS OF THE MICROFINANCE SECTOR.....	88
IV.1. TREND OF THE NUMBER OF DFS.....	88
IV.2. DISTRIBUTION OF DFS OVER THE NATIONAL TERRITORY	89
IV.3. POPULATION REACHED BY THE SECTOR	90
IV.4. SAVINGS COLLECTED	91
IV.5. CRÉDIT ACTIVITIES.....	92
V. DEVELOPMENT AND SOCIO-ECONOMIC IMPACT OF MICROFINANCE	94
V.1. MANAGEMENT TOOLS FOR DFS	94
V.2. PROVISION OF SERVICES	94
V.3. PROFILE OF THE CUSTOMER BASE	95
V.4. MESO-ENVIRONMENT	95
V.5. SOCIAL AND ECONOMIC IMPACT OF THE SECTOR	97
V.6. OUTLOOK OF THE SECTOR.....	99
VI. ANALYSIS OF FINANCIAL SITUATION OF DFS	100
VI.1. RESOURCES.....	100
VI.2. APPROPRIATIONS.....	101
VI.3. EQUILIBRIUM OF FINANCIAL SITUATION	103
VI.4. OPERATING REVENUES AND EXPENSES	104
VI.5. FINANCIAL PERFORMANCE OF DFS	105
VI.6. COMPLIANCE WITH PRUDENTIAL RATIOS.....	106

2010 Report

CONCLUSION.....	108
ANNEXES : CONSOLIDATED ACCOUNTS OF THE SECTOR IN THE 2010 FISCAL YEAR ..	109
ASSET OF BALANCE-SHEET	110
LIABILITY OF BALANCE-SHEET	112
EXPENSE ACCOUNTS	114
INCOME ACCOUNTS	115
CONSOLIDATED OPERATING ACCOUNT	116



Report 2010



2010 Report

REMARKS BY THE MINISTER
OF ECONOMY AND FINANCE

Established since February 2002 against the background of a weakened sector, the National Board for Microfinance was put in place by State in order to adequately regulate and supervise the Microfinance sector.

Reinforcing the surveillance of the sector reflects State's concern about protecting the savers and perpetuating the offer of financial services to low income populations so as to reduce poverty. The attainment of this objective calls for the viability of decentralized financial systems.

In this regard, the supervision and the reorganizational measures taken further to controls carried out, including the suspension of DFS executives involved the poor management of their structures ended up by convincing operators of the sector.

Indeed, the mobilization of public savings necessary for ensuring the requirements for adequate funding of the economy from internal resources, should be closely monitored especially when it is undertaken by actors with no professional track record.

Actions undertaken by the National Board for Microfinance aimed at improving the environment of the sector, which will enable to increase the confidence of the population and all technical and financial partners in microfinance in Côte d'Ivoire.

The resolve of CNM to reorganize and consolidate the sector was reaffirmed at its assessment seminar held in June 2010. I therefore invite this organ to continue deploying this effort which will surely lead to the building of a real and inclusive financial sector in our country.



Report 2010



2010 Report

REMARKS BY THE CHAIRPERSON
OF THE NATIONAL BOARD FOR
MICROFINANCE

Since some years, the Ministry of Economy and Finance, the Department responsible for supervising the Microfinance Sector has been embarked upon reorganizing and consolidating the sector through the CNM.

In this context, the year 2010 was characterized by several actions, including the adoption by the National Board for Microfinance (CNM) of an emergency reorganizing plan aimed at getting non viable DFS out of the whole sector and restructuring the main ailing structures.

The implementation of this plan required the intensification of the activities of CNM resulting, among others, to the closure of unlawful cashier desks, the hearing of DFS executives for malfunctions observed in their management and the putting of some ailing institutions under close surveillance.

Reinforcing this surveillance has led to the improvement of management tools such as:

- acquisition by many DFS of information management systems (IMS) adapted to the microfinance business ;
- working out of administrative, accounting and financial procedures ;
- development of a varied range of products other than savings and credit ;
- penetration of microfinance in almost all socio-professional strata;
- signing of partnerships with various services providers.

However, DFS still need to deploy efforts in the areas of governance and control



Report 2010

of the credit activity, which is the core of the trade.

To this end, the Supervisory Authority, in the light of the resolutions of the assessment seminar held by the CNM in June 2010 and those of the Financial Sector Reform Seminar organized in September in the same year, is expected to adopt the new regulation on the microfinance sector and the updating of the National Microfinance Strategy, initially adopted by the Government in October 2008.

These actions should enable DFS to enlist financial supports from technical and financial partners for the revival of their activities.

In view of the above mentioned prospects, it is advisable to have hopes in a viable, perennial microfinance sector and fully integrated into the global financial sector in the forthcoming years, as evidenced by this annual report of the National Board for Microfinance.

Enjoy your reading !

2010 Report

INTRODUCTION

After putting in place a legal and regulatory framework in 1996, the Government adopted a policy aimed at encouraging the establishment of Decentralized Financial Systems (DFS), characterized by the flexible implementation of the law. If this policy fostered the rapid expansion of DFS over the national territory, major difficulties have quickly appeared in the sector. These are management-related difficulties, mainly due to lack of professionalism of the players, their ignorance of the techniques required by the microfinance activity and serious governance problems. At the financial level, these malfunctions resulted in massive deterioration of the loan portfolio and dwindling of the capital stock.

It is against the gloomy background that the National Board for Microfinance (CNM) will be established in early 2002 with a view to tightening the surveillance of the sector. This entity, made up of a body of Officials from the Ministries in charge of Finance, Planning and Development and the Central Bank, is responsible for reviewing all issues pertaining to microfinance in Côte d'Ivoire.

This report describes supervision activities undertaken by this Board and its technical service during the year 2010. It also describes the trend of activities of DFS and analyzes the financial situation of the sector.

But first of all, the report briefly presents the political, administrative, economic and social situation of Côte d'Ivoire before readers can globally appraise the environment in which the microfinance sector has evolved.

I. COTE D'IVOIRE IN BRIEF

I.1. GEOGRAPHIC SITUATION

A country located in West Africa, Côte d'Ivoire covers an area of 322,462 km². It opens up to the Atlantic Ocean and shares borders with Liberia and Guinea in the West, Mali and Burkina Faso in the North and with Ghana in the East.

I.2. POLITICAL AND ADMINISTRATIVE SITUATION

A secular Republic with a Presidential system of Government, Côte d'Ivoire promulgated its first Constitution on 30th November, 1960. Following a coup d'Etat staged by the military junta in December 1999, Côte d'Ivoire adopted by referendum a new Constitution on 1st August 2000, which sanctioned the Second Republic of the country.

The administrative organization of Côte d'Ivoire witnessed several changes since its independence. In December 2010, the country was subdivided into 19 regions, two (2) autonomous Districts (Abidjan and Yamoussoukro), 81 departments, 390 sub prefectures, over 1,000 municipalities and more than 8,000 villages. Abidjan is the economic capital and Yamoussoukro, the political and administrative capital.

Côte d'Ivoire experienced a political and military crisis from September 2002, which led to the division of the country in two (2) parts. The Ouagadougou political agreement concluded in 2007 between the Government and the two former warring parties, the Ivorian Government and the New Forces enabled to gradually restore the sociopolitical situation and foster the reunification of the country.

I.3. DÉMOGRAPHY

With a population estimated at 21, 058,798 inhabitants in 2010, Côte d'Ivoire is the 3rd most populated country in West Africa after Nigeria and Ghana. This population has grown at an average growth rate of 3.6% between 1960 and 2010. The gross rate of mortality is estimated at 10.43‰ while life expectancy at birth stands at 56.19‰.

The Ivorian population is very young with an average age estimated at 19.4 years. 40.6% of the population is aged between 0 and 14 years and 56.6% has between 15 and 64 years. These indicators show that Ivorian demography is one of the most dynamic of West Africa.

The high increase in population also stems from the migration policy initiated since independence by the Ivorian Authorities so as to promote economic development. This policy fosters an important flow of foreigners mostly from the neighboring countries. Non Nationals account for about 26% of the Ivorian population.

2010 Report

Among the most important towns of Côte d'Ivoire, lies in good standing Abidjan, the economic capital which hosts 3.9 million inhabitants. Located in the center of the country, Bouaké is the second big city with about 642, 000 inhabitants in 2009. Yamoussoukro, the political and administrative capital, is the third city. As the political capital of the country since 1983, this city saw its population increasing threefold in the recent years, to reach almost 300,000 inhabitants in 2010. The other important cities are Daloa (173,107 inhabitants), Korhogo (142,039 inhabitants), Man (116,657 inhabitants) and Gagnoa (107,124 inhabitants).

I.4. NATIONAL OUTPUT AND SECTORS OF ACTIVITY

In 2010, the growth of the Ivorian economy was hampered by power outage, the drop in oil production and the post electoral crisis.

This crisis caused the decrease in growth by de 1.4% of the Gross Domestic Product (GDP). Thus, the year 2010 recorded growth rate of 2.4% against 3.8% in 2009.

The primary sector experienced a growth of 0.5% in 2010 against 6.4% in 2009, attributable to the drop in export agricultural activities and in mining. Indeed, export agriculture (cocoa, coffee, palm trees, sugar, cotton, banana and pineapples) shifted from a 16% growth in 2009 to 0.2% in 2010. Mining also decreased by 17.6% due to recurrent tensions between operators and populations at the sites.

The secondary sector recorded a growth of 4.7% against -1.5% in 2009, about a profit



Report 2010

of 6.2% driven by the dynamism of agribusiness and the sector of building and civil engineering (BCE). The BCE has taken off, driven by major investment works (rehabilitation of Hotel Ivoire, Northern highway) and the implementation of the Poverty Reduction Strategy Paper (PRSP) on infrastructure and buildings within the social sectors.

The tertiary sector recorded a growth rate of 2.7% against 5% in 2009, or a loss of 2.3%. In fact, there has been a slowdown of growth rate in transport, as a result of decline in sea transport. This drop is explained by the fall in exports following the reduction in the sales of cocoa, raw oil and oil products (-14.7%). Mainly constituted by services, this sector accounts for about 50% of the GDP of Côte d'Ivoire.

Furthermore, the GDP was supported by the end consumption which grew by 4.9% in 2010 compared to 0.5% in 2009, or a rise of 5.4% for two major reasons: the appreciation of wages of some civil servants and the increase in producers' incomes through the buoyancy of staple commodities, including coffee, cocoa and rubber.

The level of investment increased by 4.9% in 2010, against 5.6% in 2009, or a drop of 0.7%. The investments (public and private) were especially influenced by constructions and activities in private real estate, major public works namely the rehabilitation of Hotel Ivoire and the extension of the Northern Highway. But the rise in the prices of building materials had a negative impact the development of this sector of activity. However, investments have been expected up to 8.5% of GDP in 2010.

1.5. ECONOMIC INFRASTRUCTURES

In terms of infrastructures, the endowments of Côte d'Ivoire are relatively more developed than those of other West African countries, despite the crisis which prevented their steady maintenance or extension. Indeed, the country has 82,000 km of roads out of which about 6,500 km are tarred and 75,000 km in clay. In addition, Côte d'Ivoire has 660 km of railway which links it to Burkina-Faso.

As regards air and port traffics, Côte d'Ivoire has 36 airports out of which 7 are endowed with tarred runways and 29 with untarred runways, and 2 free harbors. In addition, the rivers which flow across the country enable to have 980 km of inland waterways.

Despite the crisis in Côte d'Ivoire, the neighboring countries (Burkina Faso, Mali, Niger, and Guinea) still depended strongly on its transportation infrastructure for their imports and exports as well as the transfer of their Nationals migrated to Côte d'Ivoire.

1.6. FINANCIAL SYSTEM

Essentially made up of banks and insurance companies, the financial sector in Côte d'Ivoire remains the most dynamic and the most important within the WAMU in spite of political and military crisis of 2002.

2010 Report

For memory, in 2008, Côte d'Ivoire held 29.2% of total appropriations of the Union impulsed by lending to customers of big banks which have mobilized between 80.5% and 28.7% of the resources of the WAMU. Furthermore, 22.7% of the cash-flow released by the Union came from Côte d'Ivoire.

For the year 2010, Côte d'Ivoire recorded twenty-one (21) banks and one (1) financial institution specialized in leasing. Eight (8) major banks hold less than 83% of market share. The system is therefore of an oligolistic nature. Till end of June 2010, the banking sector recorded a cash-flow surplus of CFA F billion 166.1 on the rise compared to the situation at the end of June 2009.

The Ivorian insurance market remains the major market in the CIMA (Inter-African Conference for Insurance Markets), an organization which brings together fifteen (15) Francophone and Lusophone African Countries).

This sector has thirty-two (32) life and non-life insurance companies or FAMR (Fire, Accident, and Miscellaneous Risks) and has recorded a turnover of more than one hundred ninety two (192) billion CFA F in 2010. This amount has recorded a sharp increase compared with the year 2009 where a turnover of one hundred and seventy two (172) billion CFA F was reached. Products of the FAMR are the most commercialized and account for over 60% of the overall turnover against about 40% for life insurance.

I.7. STANDARD OF LIVING

The standard of living of the population kept on worsening since 2002. According to a survey of the standard of living conducted by the National Institute for Statistics (INS) in October 2008, about half of the population lives below poverty threshold. For the year 2010, the Human Development Index (HDI) of Côte d'Ivoire stood at 0.397, which places the country at the 157th rank in the world over a total of one hundred and sixty-nine (169) countries.

Report 2010

II. LEGAL AND INSTITUTIONAL FRAMEWORK OF THE MICROFINANCE SECTOR

II.1. LEGAL FRAMEWORK

II.1.1. Provisions governing the sector

The legal and regulatory framework applicable to Decentralized Financial Systems (DFS) consists of several national and supranational provisions:

Concerning the national provisions, the following are noted :

- Act N°96-562 of 22 July 1996 on the regulation of Mutual Fund Institutions or Savings and Credit Cooperative Societies (IMEC) which defines the target institutions, the field of application, the organization and operation of IMEC in as much as it sets up the framework of surveillance, monitoring, infringements and relevant sanctions. It mainly applies to their unions, federations unions, federations or confederations;
- Decree n°97-37 of 22 January 1997 on the application of the above mentioned act which specifies the procedure for establishing IMEC and defines the requirements for practising and the rules and standards for the management of microfinance activity;

The by-laws taken by the Minister of Economy and Finance in order to address the dysfunctions observed in the sector. These include:

- By-law N°184/MEF/DGTCP/DM of 11 July, 2007 on the compulsory adhesion of mutual fund institutions or savings and credit co-operative societies and recognized structures to AISFD-CI and instituting subscriptions to this association ;
- By-law N°190/MEF/DGTCP/DM of 11 July, 2007 on the obligation to non mutual fund institutions to submit decisions on granting credits to executives and salary-earners in compliance with the opinion of the Board of Directors;
- By-law N°191/MEF/DGTCP/DM of 11 July, 2007 on the pegging of credits granted in relation to the equity of MFIs' executives ;
- By-law N°192/MEF/DGTCP/DM of 11 July, 2007 on the limitation of the terms of office of the executives of cooperative societies or savings and credit unions ;

2010 Report

Concerning the supranational provisions, there are as follows :

- the provisions of the Code of the Organization for the Harmonization of the Business Law in Africa (OHADA) established in 1993 and ratified by Côte d'Ivoire in 1995. This code sets the general legal framework for business which any private company or institution must comply with. To this end, it is imposed on MFIs, especially those constituted in the form of non mutual fund institutions and having the character of a society, an association or a NGO ;
- the provisions of the Uniform Act of OHADA on the Law of Cooperative Societies. Adopted in Lomé (Togo) on 15th December, 2010, this provision should come into force during 2011 and apply to all cooperative societies in relation to their constitution ;
- The Outline Agreement adopted by the UMOA Council of Ministers on 03 July, 1966 which sets the requirements for practising and the modalities for recognizing the structures or organizations not constituted in the form of mutual fund or cooperative society, whose objective is to collect savings and/or to grant credit. This agreement also defines their operating rules and modalities of control.
- the new Act on the microfinance sector adopted by the UMOA Council of Ministers in April 2007, (this Act was adopted in Côte d'Ivoire on 03 November 2011, date from which it came into force in the country) ;
- The instructions of the Central Bank of West African States (BCEAO) specify modalities for practising microfinance activity as follows :
 - instruction n°004-06-2010 on the withdrawal of recognition of saving and credit groups in service within the UMOA member-states ;
 - instruction n°005-06-2010 determining the constituent elements of the file for request for authorization of DFS within the UMOA member-states ;
 - instruction n°006-06-2010 on Auditorship at the DFS in the Member States of the West African Monetary Union (UMOA) ;
 - instruction n°007-06-2010 on modalities for monitoring and sanction of DFS by the BCEAO and the Banking Commission of UMOA ;
 - instruction n°010-08-2010 on prudential rules applicable to Decentralized Financial Systems ;

Report 2010

- instruction n°016-12-2010 on the funding of fixed assets and equity by Decentralized Financial Systems ;
- instruction n°017-12-2010 on the organization of internal control within the Decentralized Financial Systems ;
- instruction n°018-12-2010 on obligation made to Decentralized Financial Systems to produce an annual report ;
- instruction n° 019-12-2010 on the establishment of security or solidarity fund within the networks of mutual or savings and credit cooperative societies ;
- instruction n° 20-12-2010 on the transmission by the Decentralized Financial Systems of periodic data to the Minister for Finance, the Central Bank and the Banking Commission of the UMOA as well as the annexes to the data to be transmitted.

II.1.2. Legal forms of DFS

The legal framework governing the microfinance sector in Côte d'Ivoire defines two legal forms of institutions including: the cooperative societies or mutual funds and the institutions in the conventional form.



2010 Report

Mutual Funds or cooperatives

These forms bring together Mutual Fund Institutions or Savings and Credit Cooperative Societies (IMEC). This legal form is widely spread in the sector. In 2010, 75 IMEC have an agreement issued by the Minister of Economy and Finance (MEF). This predominance stems from the fact that till recently all the promoters of microfinance in Côte d'Ivoire have requested for this form of authorization.

The DFS in the form of mutual or cooperatives can be organized in network at several levels: base cashier's desks, unions, federations and confederations. But only base cashier's desks and unions are available over the territory.

Base cashier's desks are institutions constituted by individual and legal entities complying with action rules provided in article 11 of act n°96-562 of 22 July 1996 on the regulation of Mutual Fund Institutions or Savings and Credit Cooperative Societies. As at 31 December 2010, it was recorded a total of 207 base cooperatives out of which 67 unit cooperatives and 140 cashier's desks were affiliated to a union.

Unions constitute the grouping of at least two (2) base cashier's desks duly authorized. As at 31 December 2010, Côte d'Ivoire has recorded seven (7) unions. These are: UNACOOPEC-CI, RCMEC, RCFCC, RCMAF-MUTAS, RFLEC, REMUCI and RCICA.

As far as Mutual Fund or Savings and Credit Co-operative Societies are concerned, these groupings are designed to protect and manage the interests of their members. This is reflected by the management of cash-flow surpluses, by putting in place joint administrative units, the supervision, the control of the management of basic institutions and by training members of the cashier's desks of the union. It should be noted that Côte d'Ivoire has recorded no federation and confederation yet according to provisions of the above regulation in force.

The main objective of these groupings is to protect and manage the interests of their members. This is reflected in the management of cash-flow surpluses, the putting in place of joint administrative units, the supervision, the control of the management of affiliated cashier's desks and the training of the staff and the heads of the union's cashier desks.

Conventional forms

The structures which are not constituted in the form of co-operatives can conclude an agreement with the MEF for the performance of the microfinance activity. In view of the outline agreement, these institutions (can take various forms: a joint-stock company (JSC), a public limited company (PLC), a Non Governmental Organization (NGO), a project, etc. But to-date, the MEF has only authorized joint-stock companies.

If it is true that conventional forms of MFIs are the fewest, one should note that economic operators do have keener interest in this form of institution. Thus, from one conventional

structure in 2005, the market has recorded ten (10) conventional structures performing the microfinance activity as at 31st December, 2010.

II.2. INSTITUTIONAL FRAMEWORK

The institutional organization in the service of microfinance sector in Côte d'Ivoire entails the structures of the Ministry of Finance, the Central Bank of West African States (BCEAO) and the Professional Association of Decentralized Financial Systems of Côte d'Ivoire (APSFD-CI).

II.2.1 Ministry for Economy and Finance

The Ministry for Economy and Finance (MEF) is the Supervisory Ministry of the microfinance sector. It designs the regulatory framework governing the sector and conducts regular controls in microfinance institutions to ensure the compliance with the regulation and good governance principles by the operators within the sector. Two institutions within the MEF enable it perform its assignments: these are the Directorate for Microfinance and the National Board for Microfinance.

a - Directorate for Microfinance

The Directorate for Microfinance was established under the decree n° 2006-118 of 7 June, 2006 organizing the Ministry for Economy and Finance by the Office of the Prime Minister. This Directorate is responsible for :

- promoting microfinance institutions ;
- scrutinizing the requests for authorization to practise as a microfinance institution ;
- scrutinizing files on merger, divestment of assets and withdrawal of authorization to practise as a microfinance institution ;
- scrutinizing the requests for authorization to fund activities other than the collection of savings and the distribution of credit ;
- ensuring the necessary controls for good management guarantee of microfinance institutions.

In addition, the MD performs as the Secretariat of the National Board for Microfinance (CNM). In this regard, it is responsible for drafting all documents to be submitted for consideration by the CNM and for implementing all the decisions taken by the Board. The MD is a decentralized unit of the Directorate of Treasury and National Accounting.

2010 Report

b - National Board for Microfinance

The National Board for Microfinance (CNM) was established under the by-law N°241/ MEMEF/DGTCP/CE of 8 August 2002 against a background of strengthened surveillance. This by-law was modified several times.

According to the last modifying by-law n°439/MEMEF/DIF-CE of 10 November 2005, the CNM is responsible for:

- examining all reports or studies related to the management of microfinance institutions ;
- monitoring the implementation of Government's policy on the development of the sector ;
- hearing executives of DFS in all cases pertaining to their financial situation;
- scrutinizing the requests for authorization to practise as microfinance institutions, with a view to expressing an opinion to the Minister in charge of Finance;
- proposing to the Minister in charge of Finance measures for reinforcing the



Report 2010

performances of DFS and for restructuring the sector.

It is made up of 14 members, as follows :

- the Director General of Treasury and National Accounting, Chairman of the Board ;
- the two Deputy Directors Generals of Treasury and National Accounting ;
- the Director General of Economy or his Representative ;
- the Technical Adviser for Microfinance at the Ministry of Economy and Finance, representing the Office of the Minister ;
- the Representative of the Minister for Planning and Development;
- the National Director of BCEAO for Côte d'Ivoire, as well as two Representatives from this institution ;
- the Director General of Taxation or his Representative ;
- the Director General of Budget and Finance or his Representative ;
- the General Inspector of Finance ;
- the General Inspector of Treasury ;
- the Director General of Planning ;
- the Director of Treasury ;
- the Legal Officer of the Treasury.

The Director of Microfinance is the Secretary of the Board.

The CNM holds one meeting per month upon notification by its Chairman. However, it can meet as may require the situation of the sector and the emergency of some matters. It only deliberates when the majority of its members are present. Thus, the quorum shall be reached à the opening of the session normally holding at the headquarters of the said Board. However, this can be held at any other venue selected by the Chairman. The decisions of the CNM are taken at the majority of Board members present at the meeting.

2010 Report



II.2.2. BCEAO

The BCEAO supports the Ministry for Economy and Finance in managing and supervising the microfinance sector. It is responsible for designing and monitoring the regulation pertaining to the DFS within the WAMU countries.

In this context, it contributes towards screening the requests for agreement or the signing of the outline agreement and jointly conducts monitoring missions with the Ministry of Economy and Finance.

II.2.2. APSFD-CI

There is a national network of DFS called Professional Association of Decentralized Financial Systems of Côte d'Ivoire (APSFD-CI). It is a body for managing and promoting the microfinance sector in Côte d'Ivoire and which brings together microfinance institutions authorized by the Ministry for Economy and Finance. Its general objective is to serve as an interface between microfinance institutions in Côte d'Ivoire and all the partners (State, donors) while ensuring the promotion and the development of the sector.

III. SUPERVISION OF THE MICROFINANCE SECTOR

III.1. MONITORING ACTIVITIES

The monitoring conducted in the sector has many forms: the monitoring of prior authorization, on-the-spot monitoring and monitoring as per documentary evidence.

III.1.1. Monitoring of prior authorization

The law makes obligation to the DFS to secure an authorization (agreement or convention) from the Minister for Economy and Finance (MEF) prior to the performance of microfinance activity. In pursuance of this provision, the Directorate for Microfinance had in 2010, closed down 10 institutions performing the activity without prior authorization from the MEF ; which has brought to 57 the cumulative number of unlawful structures closed down as at 31 December, 2010.

III.1.2. On-the-spot monitoring

During the year 2010, thirty (30) microfinance institutions were inspected over fifty-one (51) planned for, about a performance rate of 58.8% per year. This rate is below that of 2009, a year during which the Directorate for Microfinance undertook thirty-five (35) missions out of forty-six (46) scheduled. This low performance rate is explained by the suspension of controls during the last quarter of the year as a result of the worsening sociopolitical environment due to the 2010 presidential election (*See attached the list of DFS inspected*).

Report 2010

These controls revealed the following observations:

- operation of organs in contravention of internal provisions and the regulations in force ;
- poor implication of organs in the smooth running of the institutions ;
- existence of conflicts between the elected representatives and salary-earners on the one hand, and between the base cashier's desks and the umbrella institution on the other hand;
- deterioration of the quality of portfolio due to lack of restraint in credit analysis, combination and monitoring ;
- lack of or poor keeping of accounting documents in most of cashier's desks ;
- Non-compliance with some prudential management standards embedded in the instructions of BCEAO.

However, it should be noted that the extent of these malfunctions has been distinctly reduced. This shows that the various recommendations made following the inspections have contributed towards improving the management of DFS.

III.1.3. Monitoring as per documentary evidence

a - Internal control of DFS

In line with the prescriptions of articles 60 and 65 of Act n°96-562 of 22 July, 1996 regulating the DFS organized in network should communicate to the Supervisory Authority the internal reports of controls made in the base cashier's desks. In 2010, 93 internal monitoring reports were transmitted to the Supervisory Authority against 58 in 2009, or a rise of 60% in the transmission of these reports.

The review of these monitoring reports underlined several deficiencies in the operation of DFS, as follows :

- irregular functioning of the entities of the institution ;
- low recovery rate of loans recorded as a loss and ineffective recovery actions;
- risk of concentration of deposits with a minority of savers in some institutions;
- non-compliance with some prudential ratios and some performance indicators;

2010 Report

- operating deficit recorded in many cashier's desks;
- deterioration of equity;
- lack of training plans for the representatives elected and salary-earners.

A system for remote monitoring was put in place by the Directorate for Microfinance in order to monitor the implementation of the recommendations adopted following these controls.

b - Annual Reports of DFS

The Act on regulating the DFS in its articles 49 and 63 makes to them the obligation to communicate to the Supervisory Authority the financial statements within a period of six (6) months following the closing of the fiscal year.

In this regard, the Supervisory Authority received and validated thirty-seven (37) financial statements out of the seventy-eight (78) expected, or a transmission rate of 47.4%. The review of the financial statements received has revealed the following irregularities :

- unspecified ratios;
- difficulties in declassifying outstanding loans ;
- imbalance of financial statements;
- adverse operating results of most of institutions.

Furthermore, forty-one (41) DFS which did not communicate the 2009 financial statements within the prescribed deadline of 30 June, 2010 were compelled to pay penalties in line with article 76 of the act.

III.2. ACTIVITIES OF THE CNM

In 2010, the National Board for Microfinance (CNM) held several sessions during which far-reaching decisions were taken. It also organized a seminar to evaluate its activities since its establishment.

III.2.1. Sessions and decisions of CNM

Eleven (11) sessions were held by the CNM in 2010, compared to only eight (08) in 2009 and seven (7) in 2008. The intensification of the activities of CNM is attributable to the increasing worrying situation of the sector and high number of files to deal with. These sessions mainly focused on the review of requests for prior authorization to

Report 2010

practise, the analysis of inspection reports and the hearing of the executives of DFS with a view to making adequate decisions for the regulation of the microfinance sector and the preservation of savers' deposits.

a - Screening of requests for prior authorization to practise

In view of the provisions of the act, the performance of the microfinance activity is subjected to a prior authorization. Obtaining such an authorization follows a procedure with the intervention of the MEF and the Central Bank.

In 2010, thirty (30) files for request for prior authorization to practise were received and reviewed against fifty-seven (57) in 2009. Seven (07) received a favourable opinion from the CNM and twenty (20) were rejected. The screening of the other three files is underway.

The DFS whose agreement files were validated by the CNM obtained an authorization from the MEF; this has brought to eighty-four (84) the number of DFS authorized as at 31 December 2010 and which is distributed as follows:

- Sixty-seven (67) mutual fund institutions ;
- seven (07) cashier's desks unions ;
- ten (10) joint-stock companies.

b - Hearing of the executives of DFS

Pursuant to article 74, paragraph 2 of act n°96-562 of 22 July 1996 regulating Mutual Fund Institutions or Savings and Credit Co-operative Societies, the CNM heard the executives of fifteen (15) institutions during its sessions, against only 7 in 2009.

These hearings mostly intervened following the review of inspection reports that revealed serious malfunctions in the DFS. The executives of the DFS heard had responded to the concerns of the Board which focused on the following:

- unsatisfactory implementation of the CNM's injunctions ;
- irregular operation of organs ;
- weak credit activity ;
- non-compliance with procedures for working out loans ;
- poor safety for members' deposits ;

2010 Report

- deterioration of the credit portfolio and the financial situation ;
- inability of structures to meet their operating expenses and honour their commitments to third parties.

c - Administrative sanctions

After the review of inspection reports and the hearing of executives of some DFS, the CNM according to provisions in force, proposed to the MEF several sanctions of various natures:

● Blames and suspension

The executive bodies of the three base cashier's desks of a cooperative network were suspended because of their responsibility in the poor management and financial embezzlements observed in these cashier's desks, as well as their inability to turn around the institution and implement CNM's injunctions for its refloating.

A blame was also served to the executives of another network for their lack of interest in management, their low level of involvement in the associative life of the network, the non-implementation of the CNM's injunctions and especially for not being present at its hearings for many times.

● Close surveillance

During the 2010 fiscal year, four (4) new DFS were put under close surveillance due to their



worrying financial situation so as to enable them to be refloated within a short notice. Moreover, the CNM decided to lift the close surveillance of a network after observing that this institution has satisfactorily complied with all the injunctions made against it. Thus, the number of MIs under close surveillance shifted from twenty (20) in 2009 to twenty-three (23) in 2010.

● Temporary administration

During the year 2010, no structure was put under temporary administration. Thus, RCMEC and the CFCC Network remain the only structures under temporary administration. This measure was taken since 5th August, 2008.

● Withdrawal of authorization to practise

No new structure was the subject of withdrawal of agreement during the year 2010. The number of withdrawals of agreement decided upon remains unchanged at 32 at the end of 2009.

III.2.2. Assessment Seminar on CNM

A CNM Seminar was organized on 2 & 3 June, 2010 on the theme: «The CNM in the face of Challenges in the Microfinance Sector: Assessment and Outlook». The objective of this meeting was to take stock of the surveillance of DFS by the CNM in order to design strategies for ensuring an efficient intervention in the microfinance sector. At the end of the exchanges, several resolutions were adopted:

At the institutional level, it was decided to:

- revise the by-law establishing CNM to enable it ensure adequate implementation of the decisions of the Minister for Economy and Finance ;
- establish a Microfinance Fund.

At the operational level, it was decided to:

- draw a list of persons authorized to perform the duty of Temporary Administrator and Official Receiver and to ensure the tariffing of related honorariums ;
- reinforce the capacities, the budgetary and human resources of CNM ;
- develop the collaboration between CNM and the National Unit for Processing Financial Data (CENTIF), the Intergovernmental Action Group against Money Laundering and Financing of Terrorism (GIABA) and all other structures likely to provide useful information to the CNM ;

2010 Report

- set up a watching and anticipation mechanism including a mapping of the risks incurred by microfinance institutions and warning indicators to speed up the interventions of the CNM ;
- effectively apply the legal provisions for common law pertaining to the referral to the Public Prosecutor as regards the responsibility of the executives of DFS ;
- apply the measures embedded in the legal provisions in force against the executives for the liquidation of DFS ;
- enhance the mechanism for follow up and monitoring DFS and modernize the methods for monitoring, collecting and processing of data, including by an automation mechanism.

At the legal level, the seminar made an appeal to the authorities for the diligent adoption of the new legal framework applicable to DFS and its large dissemination.

III.2.3. Recap of activities of CNM

The recap of activities of the CNM since its establishment in 2002 is provided in the table below :

Table 1 : Recap of activities of CNM

Year	Number of sessions held	Number of reports reviewed	Number of structures heard	Structures under close surveillance (CS)	Structures under Temporary Administration (TA)
2002	1	-	-	-	-
2003	6	6	3	-	-
2004	8	7	3	2	-
2005	10	19	7	6	3
2006	13	14	4	11	-
2007	11	6	-	-	-
2008	7	10	7	4	3
2009	8	10	7	2	-
2010	11	9	15	4	-
Total	75	81	46	29	6

Source : MEF/DGTCP/DM

Report 2010

IV. GLOBAL STATUS OF THE MICROFINANCE SECTOR

IV.1. TREND OF THE NUMBER OF DFS

The microfinance sector consists of several types of authorized structures including: unit cooperatives, cooperatives affiliated to a network, unions and joint-stock companies. Considering a union and all its affiliated cashier's desks as an entity, a unit cooperative as an entity and a joint-stock company as an entity, there is in total eighty-four (84) authorized institutions as at 31 December, 2010. Table 2 presents the trend and distribution of the DFS.

Table 2 : Trend of the number of DFS

Years		2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Unit cooperatives	(1)	38	45	64	66	83	88	86	66	67
Cooperatives affiliated to a network	(2)	104	104	114	125	133	133	133	133	140
Authorized base cashier's desks	(3)=(1)+(2)	142	149	178	191	216	221	219	199	207
Unions	(4)	3	4	4	7	7	7	7	6	7
Authorized IMF	(5)=(1)+(4)	41	49	68	73	90	95	93	72	74
Joint-stock companies	(6)	0	0	0	1	2	2	6	6	10
Authorized base institutions	(3)+(6)	142	149	178	192	218	223	225	205	217
Authorized IMF	(5)+(6)	41	49	68	74	92	97	99	78	84
Number of authorization withdrawn		0	0	0	0	0	0	6	32	32

Source : MEF/DGTCP/DM

IV.1.1. Unit cooperatives

Sixty-seven (67) unit cooperatives were recorded in 2010, a figure on the rising by one unit compared to the year 2009. However, the number of unit cooperatives witnessed a drop in 2008 and especially in 2009 given the withdrawals of agreement by the Supervisory Authority in line with its stabilization policy.

IV.1.2. Affiliated cooperatives and unions

In 2010, there were one hundred and forty (140) base cashier's desks affiliated to unions against one hundred and thirty-three (133) over the period 2006-2009. This increase is due to the granting of agreements to REMUCI (network of MUCREFAB of Cote d'Ivoire) and 7 base cashier's desks of this union on 29 July, 2010.

2010 Report

These base cashier's desks are affiliated to seven (7) different unions which are: UNACOOPEC-CI, RCMEC, MUTAS-RCEMAF, RCFCC, FLEC Network, CICA Network and REMUCI.

IV.1.3. Joint-stock companies

With the signing of four (4) new conventions, the number of joint-stock companies performing microfinance activity clearly increased in 2010, reaching 10 compared to 6 in 2009.

This development reflects, since some years, the preference of promoters over this legal form which did not arouse much infatuation soon after putting in place the regulatory framework.

Henceforth, economic operators are interested in companies. These include foreign groups of enterprises that obtained the authorization for two microfinance companies in Côte d'Ivoire: Microcred-CI SA, belonging to the group Planet Finance, and Advans-CI SA.

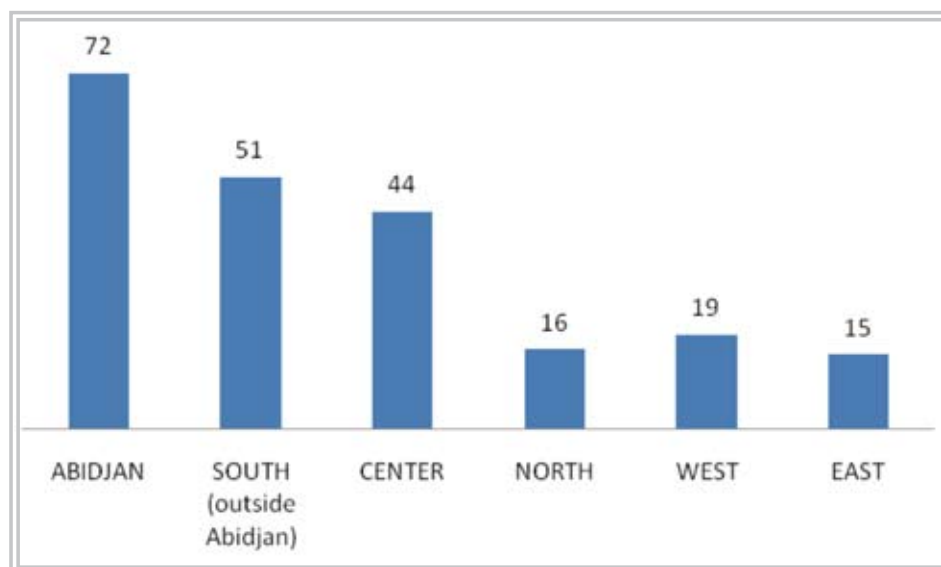
IV.2. DISTRIBUTION OF DFS OVER THE NATIONAL TERRITORY

All the 84 authorized institutions have a cumulative total of 217 base structures distributed over the national territory as at 31 December, 2010 as indicated in figure 1.

It is evident that microfinance is mainly concentrated in the South of the country with 123 institutions of which 72 for Abidjan, which accounts for 57% of DFS performing over the territory. There is an average representation in the Centre of the country with 44 structures, or rate of representation of 20%. In the Northern, Eastern and Western regions, the representation is quite low with 16, 19 and 15 structures respectively, or a representation rate of less than 10% per region. This low representation could be explained by the occupation of these zones by the rebellion which did not allow the establishment of new DFS since 2002.

Report 2010

Figure 1 : Distribution of the number of DFS per region¹



Source : MEF/DGTCP/DM

IV.3. POPULATION REACHED BY THE SECTOR

For almost a decade, the number of people directly benefiting from the microfinance services has recorded a steady increase by reaching over one million since 2009. In 2010, the number of beneficiaries stood at 1,025,212. However, the rate of new membership has sharply dropped in recent years. 15,392 new members were recorded in 2010, against 51,775 in 2009 and 163,486 in 2008 (see table 3).

Table 3 : Distribution of the membership of SFD

Indicateurs	2008		2009		2010	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Hommes	619 928	64,7%	647 875	64,2%	681 318	66,5%
Femmes	293 031	30,6%	305 346	30,2%	285 285	27,8%
Personnes morales et autres	45 087	4,7%	56 600	5,6%	58 609	5,7%
Total bénéficiaires	958 046	100,0%	1 009 821	100,0%	1 025 212	100,0%
Nouveaux bénéficiaires	163 486		51 775		15 391	

Source : MEF/DGTCP/DM

As at 31 December 2010, the customer base is made up of 66.5% of men, 27.8% of women and 5.7% of legal entities (groupings, associations, enterprises, etc.). This

1 - Regions were reconstituted, based on the administrative divisions in force in 2010 as follows: SOUTH (Lagoons, Agnéby, Lower-Sassandra, Fromager, South-Comoé, South-Bandama), CENTRE (Upper-Sassandra, Lakes, Marahoué, Valley of Bandama), NORTH (Denguélé, Savannah, Worodougou), WEST (Mountains, Middle Cavally), EAST (Middle Comoé, N'zi Comoé, Zanzan).

2010 Report

distribution did not significantly change since several years. It clearly demonstrates that the number of men benefiting from the services of DFS is twice higher than that of women. This reflects the need to formulate a policy aimed at improving access of women to microfinance.

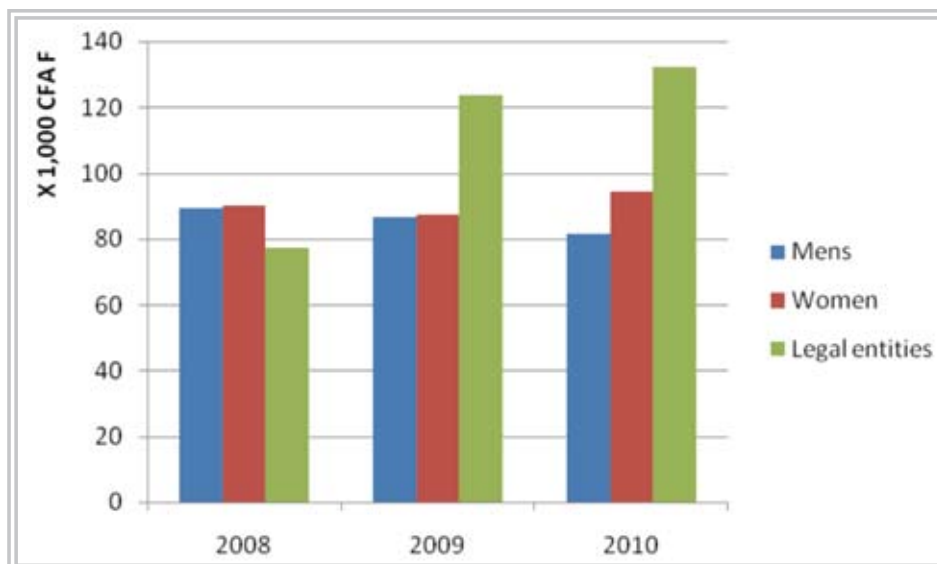
Furthermore, the relatively low share of legal entities reflects the weak penetration of the sector into SMEs' market. This observation sheds new light on the problematics of funding some market segments including that of SMEs.

IV.4. SAVINGS COLLECTED

Like the number of beneficiaries, the savings collected has increased over the years despite the crisis experienced since 2002. It reached an amount of CFA F 31.2 billion in 2002, 72.9 billion in 2006 and 96.6 billion in 2010.

If the increase in the volume of savings is steady, the average savings per beneficiary varies in various ways. Indeed, from 2002 to 2006, the average amount of deposits improved, shifting from CFA F 6, 454 in 2002 to CFA F 106, 533 in 2006. But since this date, this indicator fell to stand at CFA F 104,777 in 2007 and CFA F 87,957 in 2010. In addition, it emerges that the average savings of women is higher than that of men in the recent years (see figure 2).

Figure 2 : Average deposit of savers



Source : MEF/DGTCP/DM

IV.5. CREDIT ACTIVITIES

IV.5.1. Distribution of credit

The volume of credits distributed significantly dropped during the last two years. Indeed, with over CFA F forty (40) billion recorded in 2008, the amount of new loans worked out per year decreased by CFA F 22.9 billion in 2009 before climbing slightly up to 28.3 billion in 2010 (see table 4).

Table 4 : Distribution of credit by DFS

Indicators	2 005	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010
Amount of credits worked out (in billion CFA F)	21,7	29,0	42,2	40,7	22,9	28,3
Number of beneficiaries of credits worked out	52 181	147 496	247 285	210 350	42 849	46 768
Average amount of credits worked out (in CFA F)	415 927	196 693	170 794	193 375	533 753	604 489

Source : MEF/DGTC/DM

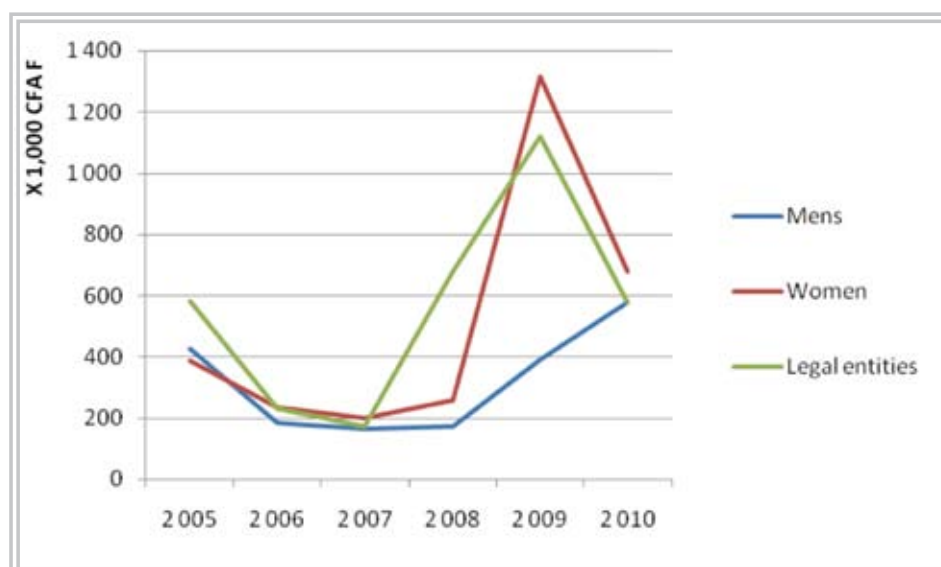
This sharp drop in the level of credit activity is the reflection of the caution exercised by the DFS, given difficulties in loan recovery, which result in the deterioration of the portfolio.

In return, the average amount of credits distributed sharply improved during the last two years, shifting from CFA F 193,375 in 2008, to CFA F 533,753 in 2009 then to CFA F 604,489 in 2010.

In general, if the access of savers to credit becomes more and more limited, the situation has always been difficult for women. But the balance has almost been stricken between both sexes during 2010. In fact, the share of women having benefited from a credit during the year 2010 stood at 4.2% against 4.8% for men, whereas the rates were 2% and 5.6% respectively in 2009.

However, due to their higher saving capacities, it was noticed during these recent years that the average amount of credits granted to women is above that of men, as evidenced by figure 3.

2010 Report

Figure 3 : Trend of the average amount of credits distributed per gender

Source : MEF/DGTCP/DM

IV.5.2. Quality of credit portfolio

Credit outstanding considerably decreased in 2010 given the substantial drop in credit activity in 2009 and 2010. It shifted from CFA F 35.1 billion in December 2009 to CFA F 28.5 billion in December 2010, or a drop of 18.8%.

In addition, the quality of credit portfolio got worsened again in 2010 after a slight improvement over the period 2006-2009. The rate of outstanding debts stood at 7.8% in 2010 compared to 6.7% (see table 5).

Table 5 : Situation of credit portfolio

Indicators	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Gross credits outstanding (in billion CFA F)	25,3	24,2	29,5	32,7	35,1	28,5
Number of credits outstanding	45 275	43 304	52 802	56 697	61 669	47 327
Amounts of outstanding credits (in billion CFA F)	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,2
Rate of outstanding debts	9,3%	9,8%	8,0%	7,2%	6,7%	7,8%

Source : MEF/DGTCP/DM

Report 2010

V. DEVELOPMENT AND SOCIO-ECONOMIC IMPACT OF MICROFINANCE

Since some years, the sector has gradually experienced a development which is reflected by the adaptation of management tools, the diversification of operational products, the broadening of the customer base, the quest for new markets and the development of the meso environment.

V.1. MANAGEMENT TOOLS FOR DFS

The coming into force in Côte d'Ivoire of the New Accounting Reference (NRC) specific to DFS on 1st January 2010 compels all the DFS to acquire a performing computer system. Indeed, copied from the UMOA banking chart of accounts, the NRC defines an extremely detailed account plan and thoroughly developed reporting system which can be effectively applied only through appropriate management software.

Thus, DFS are increasingly equipped in information management systems. Those which are already computerized embarked upon a process for change in the configuration of their accounting software to take into account the innovations of the NRC.

However, software for managing DFS generally remains characterized by several failures, including inability to produce sound management statements.

Furthermore, it was observed a beginning of significant improvement in administrative, accounting and financial procedures for DFS, according to the recommendations of the NRC and those of the Supervisory Authority, following on-the-spot monitoring.

Also, the principles for customer protection and the implementation of the methodology guide for internal control which were the focus of training seminars on the initiative of APSFD-CI in 2010 are being incorporated into the management procedures for DFS.

V. 2. PROVISION OF SERVICES

Beyond the classic service of credit and savings, DFS have, since some years, developed a quite varied range of financial services. These include money transfer operations, insurance brokerage activities, transfer of workers' salaries, manual exchange, etc. To this end, various partnerships were established with private operators. In this regard, technical tools were installed within the DFS (computer software, manual for procedures, printed forms, etc.).

2010 Report



V. 3. PROFILE OF THE CUSTOMER BASE

The customer base of DFS presents a more and more diversified profile as a result of the penetration of microfinance into almost all the socio-professional strata of the country. Thus, in addition to the players of the informal sector (traders, craftsmen, farmers, etc.), one can distinguish in this customer base, salary-earners, people retired from the public and private sectors, small and medium enterprises (SMEs) and more generally economic operators from various sectors. In the same vein, DFS more and more target groups of peoples or associations.

So, there are microfinance structures which are specialized in the provision of financial services to particular social categories. There are for instance DFS dedicated to women (MUCREFAB, MUCREFBO, Crédit FEF, etc.), DFS which specifically deal with retired persons (FIDRA) and MUCREF-CI which only attend to civil servants.

V. 4. MESO-ENVIRONMENT

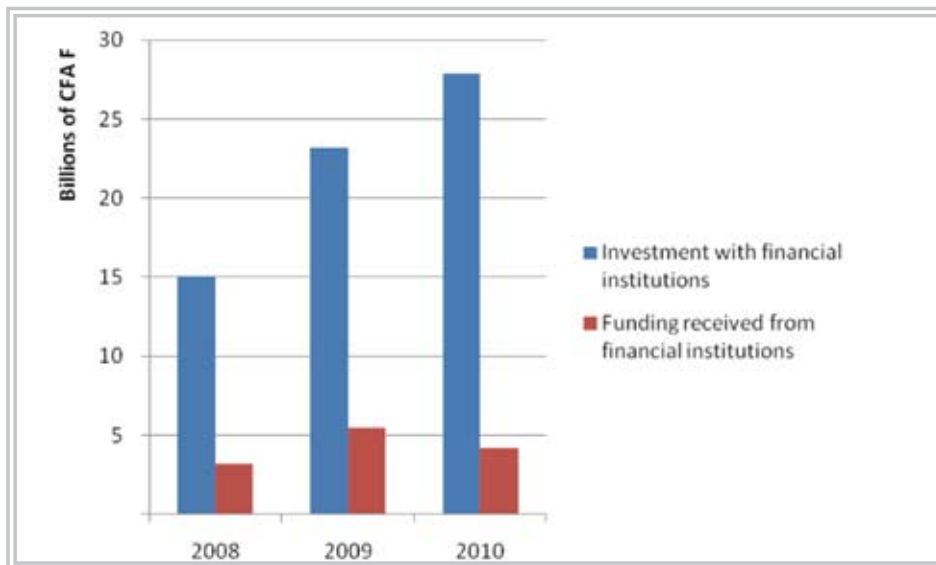
V.4.1. Integration of microfinance to the financial sector

The collaboration which till then existed between the DFS and the banking sector as a whole is restricted to a client-enterprise relationship, almost one-way. This collaboration is notably reflected by sight and time deposits made by DFS with banks. However, there some partnerships through which DFS market insurance products for insurance companies.

On the contrary, DFS have not much benefited from refinancing with banks and financial institutions. While existing, these financings are worked out under extremely restricting conditions.

Figure 4 is a good illustration of this situation. The amount of financing from financial institutions stands at CFA F 4.2 billion only in 2010, which accounts for less than 5% of the sector's resources. On the contrary, at the same date, the amount of credit notes with these financial institutions (sight deposits, time deposits, loans) has reached CFA F 27.8 billion or 29.2% of the sector's appropriations.

Figure 4 : Financial flows between DFS and the financial sector



Source : MEF/DGTCP/DM

This observation clearly indicates that the microfinance sector is not yet integrated to the financial system. This is explained by the suspicion of the financial sector vis-à-vis the DFS given their lack of professionalism.

However, the relationships between DFS and banks improved during the last ten years even if the level of transactions always remains marginal.

V.4.2. Provision of technical services to DFS

There has been a keener interest of service providers in the microfinance sector which constitutes a new market for them. These include legal, computer, accounting and financial studies, training, communication firms, etc. This interest is reflected by the partnerships for technical assistance signed with DFS. A kind of competition even exists among these operators, especially the suppliers of management and accounting software.

However, it is advisable to note that these firms are not conversant with the legal framework governing the microfinance activity and the new accounting reference for DFS. Consequently, the provisions of services to DFS do not always meet the regulatory requirements.

2010 Report

V.5. SOCIAL AND ECONOMIC IMPACT OF THE SECTOR

V.5.1. Funding of economic activities

Funding granted by DFS cover several sectors of economic activity, including agriculture and husbandry, trade, construction, housing, industry, transport, restaurant business and handicraft. This funding amounts to CFA F 28.3 billion in 2010 against CFA F 22.9 billion in 2009. Figure 5 indicates the distribution of these financings per sector of activity.

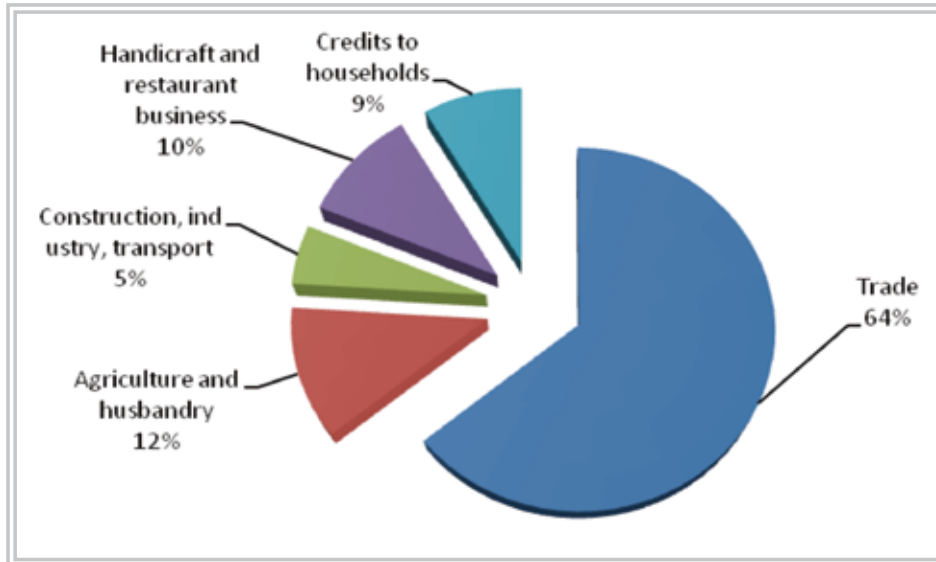
Trade is the most financed sector with CFA F 18.1 billion, or 64% of the funding. The important weight of this sector is reflected by the customers' preference to DFS for commercial activities.

The sector of agriculture and husbandry follows at the second position with 12%. The sector of handicraft and restaurant business and finally households (consumer credits, education loans, etc.) receive 12%, 10% and 9% of funding respectively.

The sectors of construction, housing and industry are underfunded with only 5% of the loans. Indeed, DFS are not too much interested in these activities, given the financing needs which are characterized by the long duration and the high amount of the loans.



Figure 5 : Distribution of credits per sector of activity in 2010



Source : MEF/DGTCP/DM

Despite the trend of the volume of financing granted to the sectors of activity, this distribution has almost been the same in the recent years.

V.5.2. Jobs creation

The loans granted by DFS enable the beneficiaries to start or develop their activities, which fosters the creation of jobs.

The number of direct jobs created by the DFS remains very low. The number of salary-earners is estimated at less than 2,000, which seems insignificant in view of the size of the Ivorian economy. This number could even decrease due to distinct withdrawals of authorizations against thirty-two (32) structures at the end of 2010.

Microfinance also appears as an instrument for promoting self-employment. In fact, DFS finance income-generating activities and enable the beneficiaries to take care of themselves. In 2010, 46,768 persons out of which 32,939 men and 11,995 women benefited from loans for a total amount of CFA F 28.27 billion.

Furthermore, microfinance is a source of indirect jobs creation through the enterprises financed that can offer new jobs in their process of development.

2010 Report

V.6. OUTLOOK OF THE SECTOR

Several actions are underway or envisaged to create the conditions for the development of the microfinance sector. These are notably the reform of the regulatory framework, the financial sector reform and the reorganization of the microfinance sector.

V.6.1. Reform of the legal and regulatory framework

The reform of the microfinance sector started in Côte d'Ivoire with the coming into force of the new accounting reference specific to DFS. However, the effective implementation of this accounting reference by DFS is to be improved through the training of the various players and addressing implementation-related difficulties.

In addition, the new community act adopted by the Council of Ministers of UEMOA in April 2007 is being adopted by Côte d'Ivoire. This act aims to address the inadequacies and insufficiencies of the existing legal provision, put in place under the Project for Support of the Regulation for Savings and Credit Mutual (PARMEC).

Innovations embedded in the new regulation specifically aim to tighten the conditions for granting the authorizations to practise and the efficient and effective organization of the external surveillance of the sector through a greater involvement of the Central Bank and the Banking Commission.

V.6.2. Reorganization of the Microfinance Sector

An emergency plan for the reorganization of the sector was mapped up in 2010 with a view to creating the conditions for the financial soundness of microfinance structures and those for preventing from a systemic risk in the sector. This plan which should be implemented over the period 2011-2012 essentially includes the following components:

- reorganization of UNACOOPEC-CI;
- reinforcement of the material of the Directorate for Microfinance;
- intensification of on-the-spot monitoring by the Supervisory Authority;
- closing of all non viable structures within the sector ;
- setting up of a minimum fund in support of the professional association.

Report 2010

V.6.3. Financial sector reform

A national workshop was held in Côte d'Ivoire on 07-08 September, 2010 to define the main thrust for orientation as well an action plan enabling to design the reform strategy of the financial sector for its reorganization and development.

This meeting particularly focused on the microfinance sector. Several recommendations were made for the reorganization, a better surveillance and development of this sector. The beginning of the implementation of this plan has been scheduled for the second half of 2011.

VI. ANALYSIS OF FINANCIAL SITUATION OF DFS

This section deals with the analysis of the overall financial situation of the sector, including the structure of liability (resources) and assets (appropriations) of balance-sheet, the components of operating incomes and expenses and the intermediate operating balances. In addition, the compliance of DFS with prudential ratios and key financial performance standards in force or accepted by the profession is reviewed.

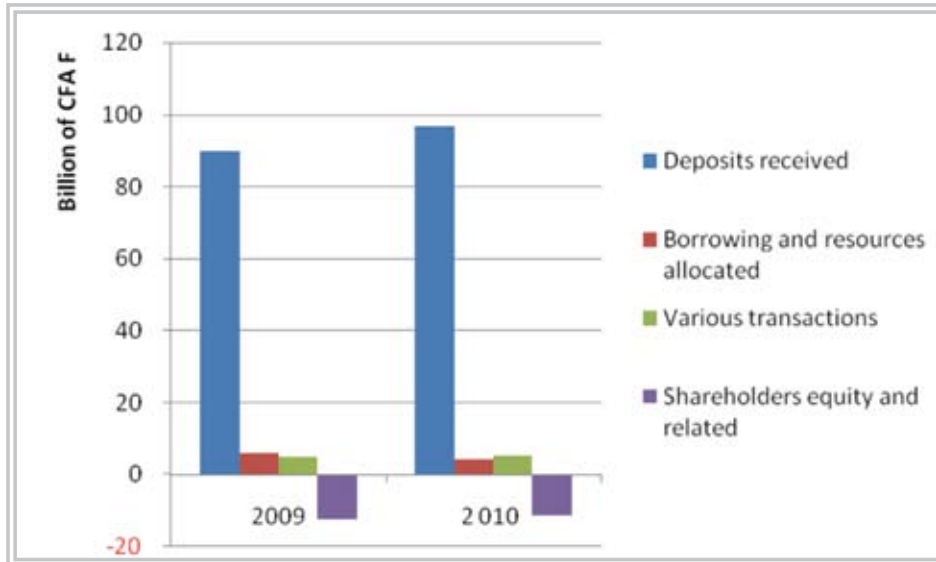
VI.1. RESOURCES

The total amount of resources of the balance-sheet stands at CFA F 95 billion in 2010 compared to CFA F 88.6 billion in 2009 and CFA F 83 billion in 2008. They consist of :

- deposits received from members and other financial institutions ;
- borrowings and allocated resources;
- debts to third parties (suppliers of goods and services, various transactions) ;
- shareholders' equity and related resources made up of external resources (investment grants, allocated funds, loan funds, borrowings and issued securities) and of specific resources (registered capital, reserves, balance brought forward, provisions and funds for risks and expenses, endowment fund).

Resources are mainly made up of deposits collected from the customers and subsidiarily of borrowings, allocated funds and debts to third parties (see figure 6).

2010 Report

Figure 6 : Structure of DFS' resources

Source : MEF/DGTC/DM

The amount of the balance-sheet resources has always been lower than the amount of deposits due to the high level of deficit of equity. Indeed this deficit has eroded a significant part of resources collected. This trend reflects the difficulty faced by DFS in repaying depositors and financing their activities, notably granting them loans.

In 2010, the structure of resources remained the same as the previous years. In fact, the amount of the deposits received stood at CFA F 96.6 billion and accounted for 101% of the resources. It was recorded a negative shareholders' equity to the tune of 11.2 billion.

Furthermore, it should be noted that the level of financial supports from financial partners (borrowings, issued securities, resources and funds allocated, loan funds, grants) was low. All these resources accounted for only 5.5% of the liability side of balance-sheet in 2010.

VI.2. APPROPRIATIONS

In 2010, appropriations amounted to CFA F 95.1 billion and were distributed as follows :

- Cash-flow : CFA F 21.6 billion, or 22.7% of the appropriations ;
- time deposits and investment : CFA F 9.9 billion, or 10.4% of the appropriations ;
- credit outstanding : CFA F 27.9 billion, or 29.3% of the appropriations ;

Report 2010

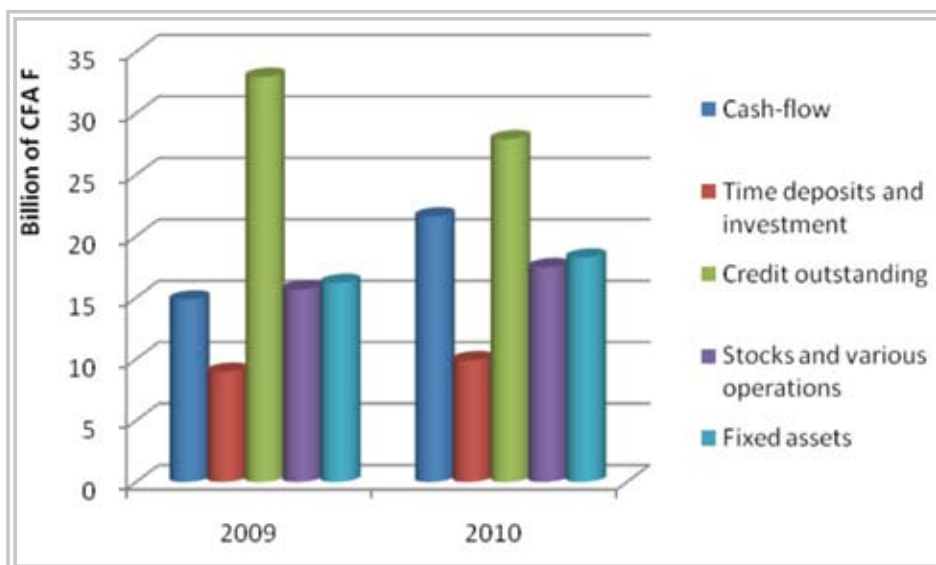
- stocks and various operations with third parties : CFA F 17.5 billion, or 18.4% of the appropriations;
- capital assets : CFA F 18.2 billion, or 19.2% of the appropriations.

Yet credit outstanding is the most important component of the appropriations with 29.3% in 2010, but its level remains relatively low. Indeed, considering that credit is the core activity of the institution, the bulk of the institution's resources should be earmarked to granting credit. On the contrary, a significant share of resources is used for the acquisition of capital assets and for the funding of various operations with third parties, including operations other than savings and credit (money transfer, insurance, etc.).

The relatively limited share of credits is also justified by a lack of command of the activity of micro-credit. This observation is further confirmed by the poor quality of credit portfolio in the sector despite a low volume of the credits distributed. This situation causes a high level of increase in cash-flow, deposits and investments made with financial institutions which account for 33.1% of the appropriations as a whole.

If globally this trend of the appropriations of the balance-sheet has substantially remained the same for a long period, it is noted that DFS have had a tendency to reduce credit activity, over the last two fiscal years, as a result of unfavorable socio-economic situation, and to increase the other appropriations including the cash-flow, time deposits and investment, various operations and capital assets (see figure 7).

Figure 7 : Distribution of the appropriations of DFS



Source : MEF/DGTCP/DM

2010 Report

VI.3. EQUILIBRIUM OF FINANCIAL SITUATION

The analysis of the financial equilibrium was undertaken based on table 6 featuring appropriations as opposed to resources of the same nature.

Table 6 : Analysis of the financial equilibrium of DFS

(In billion CFA F)	2008	2009	2 010
Stable operations			
Capital assets	14,0	16,2	18,4
Shareholders' equity	-8,4	-12,2	-10,2
Surplus (+) or deficit (-)	-22,4	-28,4	-28,6
Medium and long term operations			
MLT appropriations	29,5	28,8	24,3
MLT resources	2,6	2,1	6,4
Surplus (+) or deficit (-)	-26,9	-26,7	-17,9
Short term operations			
ST appropriations	39,6	43,6	52,3
ST resources	78,7	84,6	98,8
Surplus (+) or deficit (-)	39,1	41,0	46,5

Source : MEF/DGTCP/DM

It appears that there is a huge imbalance of the balance-sheet at several levels.

As regards stable operations, DFS have no resource to finance capital assets which stand at CFA F 18.4 billion in 2010. As a result, there is financial gap of 28.6 billion which in reality represents the portion of customers' deposits used to cover investment expenditure. This deficit results from the combined effect of the low amount of shareholders' equity mobilized at the establishment of the DFS and cumulative operating losses over several fiscal years, thus the rapid deterioration of equity.

For medium and long term operations, the deficit also remains high with an amount of CFA F 17.9 billion in 2010. This reflects institutions' inability to have medium and long term resources. Indeed, only CFA 6.4 billion was mobilized in 2010, or less than 7% of the liability of balance-sheet.

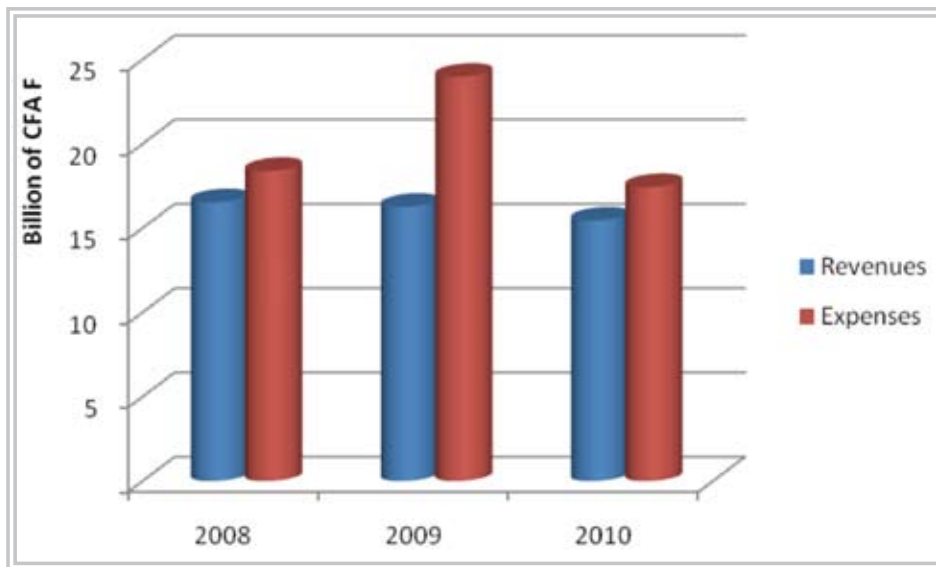
Concerning short term operations, financing needs are largely covered by the available resources. In 2010, financing surplus amounted to CFA F 46.5 billion against CFA F 41 billion in 2009 and CFA F 39.2 billion in 2008. This observation is explained by the low rate of transformation of savings into credit and by the caution exercised in terms of credit distribution over the last two years.

Report 2010

VI.4. OPERATING REVENUES AND EXPENSES

Operating revenues recorded by the DFS globally have witnessed a steady drop since 2008. During the 2010 fiscal year, a total amount of CFA F 15.5 billion was recorded as against CFA F 16.3 billion in 2009 and CFA F 16.5 billion in 2008 respectively (see figure 8).

Figure 8 : Trend of operating revenues and expenses



Source : MEF/DGTCP/DM

This trend is subsequent to a global decrease in the credit activity and to a sharper deterioration of the credit portfolio over the recent years. Indeed, revenues are mainly constituted by interest revenues on credit, because the other types of financial services are not very developed within the sector.

In 2010, interest revenues amounted to CFA F 10.6 billion, or 68.9% of the global revenues, and 83% of reversal on depreciations and provisions. Other operating revenues (various operating revenues and extraordinary incomes) stood at CFA F 1.4 billion or 9.2% of all the revenues.

The amount of operating expenses shifted from CFA F 24 billion in 2009 to CFA F 17.4 billion in 2010, or a decrease of 27.5% due to the reduction in several budget items on salaries and fringe benefits, office supplies, service provisions. Important efforts were deployed by the DFS to substantially reduce the operating gap which have reached its highest level in 2009 with CFA F 7.7 billion. In fact, in view of the very advanced deterioration of the global financial situation of the DFS, injunctions were formulated by the Supervisory Authority towards many structures, including the most important, with a view to taking necessary measures for their turning around.

2010 Report

The operating gap has yet fallen down in 2010 with an amount of CFA F 2 billion, but the efforts made by the DFS should continue until they are able to record operating surpluses and stabilize their financial situation in the long run (see table 7).

Table 7 : Intermediate management balance

(in billion CFA F)	2008	2009	2010
Interest margins	5,7	5,9	10,5
Net financial incomes	6,4	6,7	10,3
Net income	-1,9	-7,7	-2,0

Source : MEF/DGTCP/DM

VI.5. FINANCIAL PERFORMANCE OF DFS

The assessment of the overall financial performance of DFS was conducted in table 8. It emerges that beyond their inability to ensure financial self-sufficiency, DFS are not performing financially as almost all the performance standards accepted in the profession are not complied with. Only the ratio related to the provisioning of outstanding debts and the one related to salaries and fringe benefits are complied with over a whole of 14 ratios defined during the fiscal years 2009 and 2010.

The difficulty experienced by DFS in complying with the performance ratios is the expression of their lack of mastery of the microfinance activity.

Report 2010

Table 8 : Financial Performance of DFS

Indicators	Standard	2009	2010	Compliance with standard
Profitability				
Profitability of equity (Income/shareholders' equity)	>15%	63,11%	-14%	Non
Return on assets (Income/Assets)	>3%	-5,90%	-2,1%	Non
Operational self-sufficiency (Revenues/expenses)	>130%	73,29%	95,3%	Non
Profit margin (Incomes/revenues)	>20%	-36,44%	-12,4%	Non
Operating rate (Overhead/revenue)	<60%	84,93%	81,2%	Non
Quality of portfolio				
Risk portfolio (Overdue debts outstanding /total loans)	<5%	3,81%	7,6%	Non
Provisioning rate (Provision/outstanding debts)	>40%	43,66%	53,6%	Oui
Cost effectiveness-productivity				
Operating expenses/credits	<35%	82,6%	57,7%	Non
Overhead/ credits	<20%	57,75%	44,6%	Non
Salaries and fringe benefits ratio (Staff expenses/ total credit)	<10%	15,25%	3,7%	Oui
Balance-sheet management				
Return on assets (Total interests/Assets)	>15%	6,22%	11,2%	Non
Return on portfolio (Total interests/gross credit outstanding)		25,37%	36,6%	
Assets liquidity (Cash/Assets)	>5%	43,58%	31,8%	Non
Capitalization ratio (Equity/Assets)	>15%	-9,35%	-11,8%	Non

Source : MEF/DGTCP/DM

VI.6. COMPLIANCE WITH PRUDENTIAL RATIOS

The capacity of DFS to comply with prudential ratios was studied based on 27 financial statements of the 2010 fiscal year validated by the Supervisory Authority. Some DFS were not taken into account in this analysis due to the lack of reliability of the financial statements transmitted.

It emerges from this analysis that major prudential ratios which enable to appraise financial stability are not complied with by all DFS. As regards the ratio on the coverage of medium and long term appropriations by stable resources, 33% of the DFS do not comply with them. Concerning the liquidity and capitalization ratios, about half of the DFS are in compliance with these. (See table 9).

2010 Report

Table 9 : Compliance with prudential ratios

Ratios	Nber of DFS in compliance with the ratio	Nber of DFS not in compliance with the ratio	% DFS in compliance with the ratio
Limitation of risks which an institution is exposed to ($\geq 200\%$)	25	2	93%
Coverage of medium and long term appropriations by stable resources ($\geq 100\%$)	18	9	67%
Limitation of loans to executives and staff as well as related persons ($\leq 10\%$)	18	9	67%
Limitation of risks on a unique signature ($\leq 10\%$)	20	7	74%
Liquidity standard ($\geq 100\%$, 80% or 60%)	13	14	48%
Limitation of operations other than credit and savings activities ($\leq 5\%$)	27	0	100%
Capitalization standard ($\geq 15\%$)	14	13	52%
Constitution of global reserve	27	0	100%
Limitation of equity participation ($\leq 25\%$)	25	2	93%

Source : MEF/DGTCP/DM

Report 2010

CONCLUSION

During the year 2010, there was an intensification of the surveillance of the CNM and its services. Indeed, it was noted that the meetings of this organ were regularly held, the remote monitoring has improved, and the monitoring of structures facing difficulties became closer with the sharp increase in the hearings of the executives of DFS, sanctions and various decisions. These measures are in line with the stabilization policy of the sector undertaken by the Supervisory Authority since 2008.

In spite of the strengthening of the surveillance system, the situation of the sector did not improve. DFS find it always difficult to stabilize their financial situation, notably the most important structures. All the same, poor governance, lack of control of the credit activity, lack of professionalism of the players, inability of the DFS to ensure their financial self-sufficiency remain the difficulties persisting in the sector.

However, it was an increase in the membership and the savings collected despite the unfavorable socio-economic context, which reflects the huge potential of this sector. In this regard, the Supervisory Authority should pursue efforts at reorganizing the sector and implement its reform policy for microfinance, so as to make this sector a real tool for social and economic development.

2010 Report

ANNEXES



Report 2010

CONSOLIDATED ACCOUNTS OF THE SECTOR IN THE 2010 FISCAL YEAR

ASSET OF BALANCE-SHEET

N°	ASSETS Headings	2 010		
		Gross	Amort/prov	Net
A01	CASH- FLOW OPERATIONS AND WITH FINANCIAL INSTITUTIONS	31 556 127 773	150 000	31 555 977 773
A10	Value in hand	2 552 134 375	0	2 552 134 375
A11	Bank notes and coins	2 552 134 375	0	2 552 134 375
A12	Accounts receivable	19 037 031 137	0	19 037 031 137
A2A	Other debit deposits accounts	8 638 546 490	0	8 638 546 490
A2H	Time deposits constituted	7 625 746 490	0	7 625 746 490
A2I	Margins constituted	1 012 800 000	0	1 012 800 000
A2J	Other deposits constituted	0	0	0
A3A	Loans accounts	166 117 709	0	166 117 709
A3B	Short term loans	23 515 346	0	23 515 346
A3C	Term loans	142 602 363	0	142 602 363
A60	Debts related	1 162 148 062	0	1 162 148 062
A70	Outstanding loans	150 000	150 000	0
	Tied-up loans	0	0	0
A71	Outstanding loans for over 6 months	0	0	0
A72	Outstanding loans for over 6 to 12 months	0	0	0
A73	Outstanding loans for over 12 to 24 months	150 000	150 000	0
B01	OPERATIONS WITH BENEFICIARY MEMBERS OR CUSTOMERS	28 916 566 374	1 210 111 538	27 706 454 836
B2D	Short term credits	10 516 344 442	21 423 000	10 494 921 442
B2N	Ordinary accounts	25 773 080	0	25 773 080
B30	Medium term credits	14 884 406 767	0	14 884 406 767
B40	Long term credits	667 012 495	0	667 012 495
B65	Debts related	605 868 670	0	605 868 670
B70	Outstanding credits	2 217 160 920	1 188 688 538	1 028 472 382
	Tied-up credits	8 888 195	0	8 888 195
B71	Outstanding credits for over 6 months	792 266 374	164 258 334	628 008 040
B72	Outstanding credits for over 6 to 12 months	469 349 402	293 680 259	175 669 143
B73	Outstanding credits for over 12 to 24 months	946 656 949	730 749 945	215 907 004
C01	SECURITIES-BASED OPERATIONS AND VARIOUS TRANSACTIONS	18 971 857 136	1 548 051 033	17 423 806 103
C10	Short term investment	87 550 000	0	87 550 000
C30	Inventory accounts	428 289 509	0	428 289 509
C31	Stocks of movables	0	0	0
C32	Brought-in goods inventory	23 631 762	0	23 631 762
C33	Stocks of supplies	170 285 028	0	170 285 028
C34	Other stocks and related	234 372 719	0	234 372 719
C40	Various debtors	16 925 315 653	1 547 246 488	15 378 069 165
C55	Debts related	0	0	0

2010 Report

C56	Values for collection with instant credit	0	0	0
C59	Values to be rejected	0	0	0
C6A	Order accounts and miscellaneous	1 530 701 974	804 545	1 529 897 429
C6B	Reciprocal accounts	799 689 759	0	799 689 759
C6C	Translation variance account	0	0	0
C6G	Assets adjustments	618 800 920	804 545	617 996 375
C6Q	Temporary accounts	32 948 185	0	32 948 185
C6R	Assets suspense accounts	79 263 110	0	79 263 110
D01	FIXED ASSETS	30 159 144 744	11 923 899 905	18 235 244 839
D1A	Long term investments	1 530 314 215	0	1 530 314 215
D10	Subordinated loans and securities	21 361 715	0	21 361 715
D1E	Equity interests	1 402 952 500	0	1 402 952 500
D1L	Marketable securities	106 000 000	0	106 000 000
D1S	Deposits and guarantee	298 683 647	0	298 683 647
D23	Construction work in progress	2 016 783 873	13 507 286	2 003 276 587
D24	Intangible assets	406 164 981	261 667	405 903 314
D25	Tangible assets	1 610 618 892	13 245 619	1 597 373 273
D30	Operating fixed assets	26 293 980 436	11 910 024 619	14 383 955 817
D31	Intangible	1 911 216 684	713 132 986	1 198 083 698
D36	Tangible	24 382 763 752	11 196 891 633	13 185 872 119
D40	Off- operation assets	16 791 300	368 000	16 423 300
D41	Intangible	11 000 000	0	11 000 000
D45	Tangible	4 719 900	368 000	4 351 900
	Assets acquired through realizing guarantees	1 071 400	0	1 071 400
D46	Intangible	0	0	0
D47	Tangible	0	0	0
D50	Leasing and related operations	0	0	0
D51	Leasing	0	0	0
D52	L.P.O	0	0	0
D53	Hire purchase	0	0	0
D60	Debts related	2 588 773	0	2 588 773
D70	Outstanding debts	0	0	0
D71	Outstanding debts for over 6 months	0	0	0
D72	Outstanding debts for over 6 to 12 months	0	0	0
D73	Outstanding debts for over 12 to 24 months	0	0	0
E01	SHAREHOLDERS, ASSOCIATES OR MEMBERS	106 450 000	0	106 450 000
E02	Shareholder, associate or member, uncalled capital	0	0	0
E03	Shareholder, associate or member, unpaid called-up capital	106 450 000	0	106 450 000
E05	Expenses surplus/incomes	8 533 460	0	8 533 460
E90	TOTAL ASSETS	109 718 679 487	14 682 212 476	95 036 467 011

Report 2010

LIABILITY OF BALANCE-SHEET

N°	Headings	2010
F10	CASH-FLOW OPERATIONS AND WITH FINANCIAL INSTITUTIONS	5 212 707 289
F1A	Ordinary accounts	586 709 286
F2A	Other debit deposits accounts	261 654 565
F2B	Time deposits received	10 928 346
F2C	Security deposits received	6 409 213
F2D	Other deposits received	244 317 006
F3A	Borrowings accounts	4 184 255 053
F3E	Short term borrowing	717 240 487
F3F	Term borrowings	3 467 014 566
F50	Other amounts due to financial institutions	91 422 600
F55	Allocated resources	341 180
F60	Debts related	88 324 605
G01	OPERATIONS WITH MEMBERS, BENEFICIARIES OR CUSTOMERS	95 852 262 911
G10	Ordinary accounts payable	69 140 958 941
G15	Time deposits received	2 959 116 265
G2A	Special savings accounts	13 214 544 284
G30	Other security deposits received	9 361 955 974
G35	Other deposits received	1 011 575 651
G60	Borrowings	64 962 000
G70	Other amounts due	0
G90	Debts related	99 149 796
H01	SECURITIES-BASED OPERATIONS AND VARIOUS TRANSACTIONS	4 198 302 138
H10	Payments remaining to be made	2 200 000
H40	Various creditors	3 807 214 935
H6A	Order accounts and miscellaneous	388 887 203
H6B	Reciprocal accounts	4 815 290
H6C	Translation variance accounts	198 326 671
H6G	Liability adjustments	206 763 180
H6P	Liability- suspense accounts	-21 017 938
K01	PAYMENTS REMAINING TO BE MADE FOR LONG TERM INVESTMENT	1 003 125 000
K20	Equity interests	1 003 125 000
L01	PROVISION, SHAREHOLDERS EQUITY AND RELATED	-11 229 930 327
L10	Investment grant	345 297 507
L20	Allocated funds	271 426 827
L21	Guarantee fund	10 908 894
L22	Insurance fund	97 642 886
L23	Bonus fund	0
L24	Safety fund	0
L25	Other allocated funds	162 875 047
L27	Credit Fund	199 723 600
L30	Contingency and loss provisions	76 318 626
L31	Provisions for pension expenses	0
L32	Provisions for risks in fulfilling commitments by signature	0
L33	Other contingency and loss provisions	76 318 626
L35	Regulated provisions	0
L36	Provisions for risks related to medium and long term credit operations	0
L37	Special provision for revaluation	0
L41	Subordinated borrowings and issued securities	247 581 600
L43	Debts related to subordinated borrowings and issued securities	0

2010 Report

L45	Fund for overall financial risks	3 044 854
L50	Premiums related to capital	168 823 200
L55	Reserves	2 420 284 291
L56	Global reserve	1 062 427 662
L57	Optional reserves	310 112 271
L58	Other reserves	1 047 744 358
L59	Variance on revaluation of assets	0
L60	Capital	5 556 816 213
L61	Called up capital	5 450 366 213
L62	Uncalled capital	106 450 000
L65	Endowment fund	5 796 750 202
L70	Balance brought forward (+ or -)	-24 333 473 993
L75	Surplus of incomes over expenses	0
L80	Income of fiscal year (+ or -)	-1 982 523 254
L81	Surplus or deficit pending approval	-2 112 287 071
L82	Surplus or deficit of fiscal year	129 763 817
L90	TOTAL LIABILITY	95 036 467 011

Report 2010

EXPENSE ACCOUNTS

N°	Headings	2010
R08	EXPENSES ON OPERATIONS WITH FINANCIAL INSTITUTIONS	447 246 892
R1A	Interests on ordinary credit accounts	90 776 675
R1L	Interests on other creditor deposit accounts	19 536
R2A	Interests on borrowings accounts	315 873 925
R2R	Other interests	27 897 394
R3A	EXPENSES ON OPERATIONS WITH MEMBERS BENEFICIARIES OR CUSTOMERS	420 625 769
R3C	Interests on the accounts of members, beneficiaries or customers	407 654 055
R3T	Fees	11 771 714
	PROFIT INTEREST MARGIN	9 926 721 182
	TOTAL INTEREST EXPENSES	845 962 013
R4B	EXPENSES ON SECURITY-BASED OPERATIONS AND VARIOUS TRANSACTIONS	91 741 055
R5B	EXPENSES ON LONG TERM INVESTMENT	72 310 921
R5E	EXPENSES ON LEASING AND RELATED OPERATIONS	0
R6A	EXPENSES ON FOREIGN EXCHANGE OPERATIONS	1 002 526
R6F	EXPENSES ON OFF-BALANCE-SHEET OPERATIONS	0
R6V	EXPENSES ON PROVISION OF FINANCIAL SERVICES	79 952 087
R7A	OTHER FINANCIAL OPERATING EXPENSES	443 000
	OTHER NET FINANCIAL REVENUES	260 324 297
	TOTAL OTHER NET FINANCIAL EXPENSES	74 469 865
	PROFIT INTEREST MARGIN	7 536 500 098
	OTHER NET FINANCIAL REVENUES	274 008 057
	NET FINANCIAL REVENUE	8 628 721 405
	PURCHASE AND CHANGE INSTOCKS	124 767 322
	OVERALL OPERATING EXPENSES	13 202 144 260
S02	SALARIES AND FRINGE BENEFITS	3 360 623 936
S1A	TAXES	191 011 312
S1B	Other taxes, levies and related payments on remunerations	63 266 943
S1C	Other taxes, levies and related deductions paid to the Internal Revenue Service	127 634 069
S1K	Other taxes, levies and related deductions paid to other bodies	110 300
S2A	OTHER EXTREME AND VARIOUS OPERATING EXPENSES	7 196 454 514
S2B	External services	1 020 114 873
S3A	Other external services	2 751 920 053
S4A	Various operating expenses	3 424 419 588
T50	APPROPRIATIONS FOR THE FUND FOR GLOBAL FINANCIAL RISKS	0
T51	DEPRECIATION EXPENSES AND ALLOCATIONS TO ASSETS	2 060 790 046
T6B	ESTIMATED EXPENSES AND LOSSES ON BAD DEBTS	2 157 760 453
T6C	Estimated expenses for outstanding debts	1 149 205 428
T6G	Estimated expenses for depreciation of other assets components	443 332 642
T6H	Estimated expenses for risks and fees	471 001 917
T6J	Allocations for regulated provisions	0
T6K	Loss on bad debts covered by provisions	60 299 436
T6L	Loss on bad debts uncovered by provisions	33 921 030
T80	EXTRAORDINARY EXPENSES	608 315 370
T81	LOSSES ON PREVIOUS YEARS	616 396 754
T82	TAXES ON SURPLUSES	5 000 000
L80	SURPLUSES	501 487 007
T84	TOTAL EXPENSES	17 935 928 964

2010 Report

INCOME ACCOUNTS

N°	Headings	2010
V08	INCOMES ON OPERATIONS WITH FINANCIAL INSTITUTIONS	1 500 602 205
V1A	Interests on ordinary credit accounts	472 913 887
V1L	Interests on other credit deposits accounts	1 007 548 783
V2A	Interests on loan accounts	8 533 472
V2Q	Other interests	11 606 063
V3A	INCOMES ON OPERATIONS WITH MEMBERS BENEFICIARIES OR CUSTOMERS	9 828 310 176
V3B	Interests on credits to members, beneficiaries or customers	6 078 622 093
V3R	Other interests	81 674 016
V3X	Fees	3 668 014 067
	DEFICIT INTEREST MARGINS	-4 055 679
	TOTAL INTEREST REVENUES	10 639 020 516
V4B	INCOMES ON SECURITY-BASED OPERATIONS AND VARIOUS TRANSACTIONS	4 607 908
V5B	INCOMES ON LONG TERM INVESTMENT	90 000
V5G	INCOMES ON LEASING OPERATIONS RELATED TRANSACTIONS	16 700
V5H	Incomes on leasing operations	16 700
V5N	Incomes on lease with purchase option	0
V5T	Incomes on hire purchase operation	0
V6A	INCOMES ON FOREIGN EXCHANGE OPERATIONS	3 190 294
V6F	OFF-BALANCE-SHEET INCOMES	1 001
V6U	INCOMES ON PROVISION OF FINANCIAL SERVICES	38 671 085
V7A	OTHER FINANCIAL OPERATING INCOMES	13 302 252
	OTHER NET FINANCIAL EXPENSES	-42 898 028
	OTHER NET FINANCIAL INCOMES	289 031 650
	DEFICIT INTEREST MARGIN	11 190 773
	OTHER NET FINANCIAL EXPENSES	-42 898 028
	NET FINANCIAL EXPENSES	5 289 168
	SALES	12 792 878
	GLOBAL OPERATING INCOMES	3 335 276 228
W4A	MISCALLEANOUS OPERATING INCOMES	657 952 284
W4B	Taxes for concessions, patents, licenses, various fees and related values	8 775 513
W4D	Duties allowances and remuneration of directors and executives	0
W4G	Sales gains	5 388 093
W4K	Incomes from off-operation real estates	0
W4L	Transfer of non financial operations	2 134 769
W4Q	Other various financial operations	641 653 909
W50	FIXED ASSETS PRODUCED FOR USE BY THE INSTITUTIONS	0
W53	OPERATING SUBSIDY	28 381 382
X50	REVERSAL ON THE FUND FOR GLOBAL FINANCIAL RISKS	0
X51	REVERSAL ON AMORTIZATIONS AND PROVISIONS ON CAPITAL ASSETS	101 048 974
X6B	REVERSAL ON PROVISIONS AND RECOVERY OF REDEEMED DEBTS	2 526 610 954
X6C	Reversals on allowances for outstanding debts	817 429 943
X6G	Reversals on provisions for amortization of other assets components	1 005 359 618
X6H	Reversals on provisions for risks and expenses	180 802 288
X6I	Reversals on regulated provisions	0
X6J	Recovery of redeemed debts	523 019 105
X80	EXTRAORDINARY INCOMES	547 271 475
X81	PROFITS ON PREVIOUS FISCAL YEARS	189 069 135
L80	DEFICIT	2 484 010 261
X84	TOTAL INCOME	17 935 928 964

Report 2010

CONSOLIDATED OPERATING ACCOUNT

(In billion of CFA F)				
Heading	2008	2009	2010	% 2010
Operating Incomes	16,5	16,3	15,5	
Financial revenue	6,9	7,8	11,4	73,7%
Other revenues	5,7	5,0	0,9	5,7%
Reversal on amortizations and provisions	1,1	1,2	2,6	17,0%
Extraordinary incomes	2,8	2,3	0,5	3,5%
Operating expenses	18,4	24,0	17,4	
Financial expenses	0,5	1,0	1,1	6%
Purchase and external services extérieurs	5,5	6,3	3,9	22%
Salaries and fringe benefits	3,9	4,7	3,4	19%
Other expenses	4,9	6,4	4,8	28%
Bad debts, allocations for amortizations and provisions	3,6	5,5	4,2	24%
Intermediate operating balance	2008	2009	2010	
Interest margins	5,7	5,9	10,5	
Net financial revenue	6,4	6,7	10,3	
Net income	-1,9	-7,7	-2,0	

Source : MEF/DGTCP/DM